

Blida : durcissement et application stricte des mesures de confinement

Lire l'article de Tahar Mansour page 2

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

LES CENTRES DE TRANSFUSION
SANGUINE BOUDÉS

Appel urgent au don de sang P.4

RAPATRIÉS ENTRE LE 3 ET 5 AVRIL Retour sur le drame des Algériens bloqués à Istanbul

Témoignage recueilli par Amine Bouali P.4



UN AUTRE PRODUIT À LA
MERCÉ DES SPÉCULATEURS

Les prix des cigarettes flambent !

Lire l'article de Houari Barti page 3



REFUS D'UTILISER
LA PLATEFORME
D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Grève «virtuelle» à l'USTHB

Lire l'article de Mohamed Mehdi P.3



«COVID-19» : Vue de Tunisie

Lire l'article de Kmar Bendana P.6

DEBAT



De l'écorce de quinquina à l'hydroxy- chloroquine

Lire l'article de M. Khiati P.12



Chronique
ÉCONOMIQUE

Akram Belkaïd, Paris

Gaspillage et pénurie P.5

Blida Durcissement et application stricte des mesures de confinement

Tahar Mansour

Quinzième jour de confinement total, 103 nouveaux cas enregistrés, dont 18 à Blida, et 21 nouveaux décès dont 2 à Blida. La valse des chiffres continue en zigzaguant, dansant une sorte de sarabande morbide devant nos yeux étonnés et nos cerveaux qui ne comprennent plus rien, perdus entre une science et une technologie qui ont vaincu l'espace et le temps mais qui demeurent impuissantes contre une si petite chose, microscopique. Des bribes d'informations nous parviennent d'un pays ou d'un autre sur la découverte d'un traitement contre le Covid-19, puis c'est le silence, des luttes insensées et assassines sont menées entre les multinationales pour la mainmise sur la fourniture de traitements et de vaccin contre le virus, puis entre les pays industrialisés qui voient là un échappatoire à la récession économique qui les guette à cause de ce même virus.

Mais revenons chez nous, plus précisément à Blida où nous vivons ce confinement total de manières diverses, entre ceux qui ont une occupation et ceux qui n'en ont pas, entre ceux qui ont de l'argent et ceux qui en manquent, entre ceux qui se conforment aux instructions sanitaires et salvatrices des autorités et ceux qui ne s'y conforment pas. Mais il semble que les responsables concernés aient décidé de prendre le taureau par les cornes et d'obliger les récalcitrants à observer les règles imposées par le confinement total, seule solution qui nous permettra de mettre fin à cette véritable hécatombe provoquée par le coronavirus. Les patrouilles de police et de gendarmerie parcourent les villes et les quartiers dès le milieu de l'après-midi pour obliger les magasins (épiceries, boucheries, etc.) à fermer boutique pour éviter les attroupements devant leurs locaux, alors que les automobilistes sont sommés de retourner d'où ils viennent et les piétons et autres badauds occupés à discuter entre eux, invités à rentrer chez eux, parfois de manière ferme. Les services de sécurité utilisent aussi les haut-parleurs pour demander aux habitants de rester chez eux pour éviter la propagation du virus. Il faut dire que toute la matinée, et jusqu'à midi passé, les rues et les quartiers sont pleins de gens, assis à même le sol, en groupes plus ou moins importants, discutant de choses et d'autres, principalement bien sûr de cette calamité qui est tombée sur la tête de l'humanité au moment où elle ne l'attendait nullement. Les pères de familles sont très nombreux à acheter ce dont ils ont besoin, d'autres font la chaîne devant les bureaux de poste pour retirer leur argent ou chez les épiciers pour acheter du lait ou de la semoule. Les prix des fruits et légumes ont commencé quelque peu à reprendre une

courbe ascendante mais demeurent quand même assez abordables alors que le poulet vidé ne coûte que 200 à 220 DA le kilo, ce qui assez exceptionnel. Certains boulangers ont décidé de ne plus vendre le pain mais de le remettre gratuitement aux citoyens, ce qui a attiré chez eux de grands nombres de personnes. Mais il ne faut surtout pas oublier d'acheter tout ce dont on a besoin avant quinze heures, sinon nous risquons de ne rien trouver.

La distribution de denrées alimentaires aux familles démunies continue de se faire, mais de manière pas toujours très claire, de nombreux citoyens clamant haut et fort ou à travers leurs comptes Facebook qu'ils n'ont rien reçu de ces aides venues de toutes les wilayas du pays. Les autorités ont, dans la plupart des cas, désigné des représentants dans chaque quartier mais ceux qui ne bénéficient pas des denrées alimentaires assurent que la distribution se fait de manière injuste et que nombreux sont ceux aisés qui ont bénéficié de couffins, car faisant partie de la famille ou des amis du représentant de quartier. Certains profitent, il est vrai, de la situation et se lancent dans des opérations de charme envers leurs connaissances, entamant, dans ces circonstances dramatiques, leur campagne électorale, n'étant même pas encore assurés qu'il y aura des élections...

D'ailleurs j'ai vécu la chose personnellement, je me trouvais à la maison un peu avant 19 h quand un individu envoya une jeune fille frapper à toutes les portes pour demander aux habitants de porter leurs noms sur une feuille de papier pour recevoir des aides alimentaires. Bien sûr, j'ai refusé croyant avoir affaire à des agents de l'APC ou d'une association chargée de distribuer des couffins, préférant laisser la priorité à ceux qui étaient plus démunis que moi. Mais, voulant en avoir le cœur net, j'ai posé des questions à quelques voisins qui m'ont affirmé que ce n'est pas l'APC - qui ne distribue pas d'aides de manière directe - ni une quelconque association qui a envoyé ses bénévoles, mais il pourrait s'agir de quelqu'un qui travaille dans une société privée et qui a été chargé par son patron de recueillir les noms de familles afin de les aider. Mais, selon toute vraisemblance, il n'y aurait ni aides ni rien, sauf que le patron de l'entreprise présenterait les listes des familles qui auraient reçu des dons afin de bénéficier d'abattements fiscaux promis par les pouvoirs publics.

Ceci bien entendu sous toute réserve. Mais, concernant la distribution des produits alimentaires aux familles nécessiteuses, trop de voix s'élèvent pour dénoncer la manière dont cela se fait et il faudrait peut-être trouver un autre moyen, plus crédible, afin d'éviter d'éventuels détournements.

Afin d'éviter une inflation Pour la sauvegarde du pouvoir d'achat

La nécessité de sauvegarder le pouvoir d'achat des Algériens en temps de cette crise sanitaire afin de préserver l'économie nationale de l'inflation a été soulignée, mardi par le professeur et analyste en économie, Mohamed Cherif Belmihoub, qui a appelé les pouvoirs publics, le patronat ainsi que les syndicats à se partager cette charge. Intervenant sur les ondes de la radio nationale, M. Belmihoub a indiqué que la sauvegarde du pouvoir d'achat des Algériens est cruciale en ces temps de crise, car il permet de maintenir «en branle» l'activité de l'économie nationale et éviter ainsi l'inflation. Pour se faire, il a indiqué que «c'est le moment propice de passer à la concertation entre les pouvoirs publics, le patronat et les syndicats afin de trouver les moyens pour maintenir le pouvoir d'achat des algériens, appelant chaque corps à supporter une partie des charges liées à la sauvegarde de ce pouvoir en temps de crise sanitaire. «Il faut que les pouvoirs publics, les entreprises et les syndicats se partagent les responsabilités liées à la sauvegarde du pouvoir d'achat, a-t-il dit ajoutant que l'Etat peut supporter deux mois de paiement de ces charges et les entreprises peuvent, de leurs cotés payer elles-mêmes leurs ouvriers confinés et les syndicats peuvent jouer leur rôle en acceptant que les salaires soient diminués pendant cette période (versement du salaire de base seulement) », a-t-il expliqué.

M. Belmihoub a estimé que la crise actuelle justifierait le recours à la planche à billet sous la condition qu'elle soit utilisée seulement pour financier les actions visant à contenir les impacts de la crise sanitaire engendrée par le Covid-19.

«Le recours à cette pratique fera en sorte de maintenir l'activité économique ainsi que le pouvoir d'achat et permettra également la conclusion de transactions commerciales», a-t-il assuré.

Pour permettre à la roue économique de persévérer, l'expert économique a plaidé pour que les entreprises algériennes bénéficient d'un report pour honorer leurs redevances (impôts et taxes) en période de crise afin de les encourager à produire plus.



LA CRISE SANITAIRE A PERMIS UNE PRISE DE CONSCIENCE AFRICAINE

D'autre part, M. Belmihoub a estimé que l'Algérie et certains pays africains qui détiennent des facteurs d'émergences se sont rendus compte grâce à cette crise, qu'ils étaient capables de prendre en charge leur développement national. «Cette crise sanitaire a ainsi permis une prise de conscience africaine, sur les plans intellectuel et politique», s'est-il réjoui.

Il a ajouté que l'Algérie doit impérativement, pour sa part, construire une économie nationale solide (hors hydrocarbures) pour être intégrée au niveau local tout en relevant que cela ne l'empêchera aucunement de conclure des partenariats ou des investissements étrangers fructueux ainsi que des échanges avec les marchés internationaux. Il a souligné que cette crise sanitaire a été bénéfique pour les entreprises nationales telles que Saidal qui s'est mise à produire des produits qui étaient importés à la base tels que les gels désinfectants afin de répondre à une demande locale.

M. Belmihoub a appelé, à cette occasion à créer plus d'entreprises en Al-

gérie pour faire face à la demande locale en différents produits».

«En Algérie nous créons peu d'entreprises c'est un vrai handicap, il faut impérativement augmenter leur nombre pour créer de la richesse et diminuer considérablement les importations», a-t-il martelé.

Il a rappelé que cette crise sanitaire mondiale a permis en laps de 15 jours de développer l'économie numérique en Algérie par la mise en place de modalités de paiement numérique, ajoutant que la véritable réforme aujourd'hui doit viser l'administration et les banques afin de libérer l'économie nationale de toutes les entraves.

«Les réformes administratives et bancaires sont les deux verrous qui doivent absolument sauter pour réaliser un développement économique durable», a-t-il estimé.

S'agissant des conséquences à l'échelle mondiale de cette crise sanitaire, l'expert a prévu l'émergence d'Etats- Nation tout en assurant que la Chine serait un élément clé. Pour l'Union européenne l'expert a relevé une absence flagrante de cohérence entre les politiques et l'économie au sein de cette institution ajoutant que cela va, sans nul doute, « retarder sa construction».

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Confinement et perte d'emplois, quelle solution ?

Le confinement a poussé dans la précarité des milliers de familles à la suite de la perte d'autant d'emplois. Le phénomène est vécu à travers la planète toute entière, exception faite dans les pays qui n'ont pas voulu appliquer le confinement, justement, pour ces raisons sociales. En Algérie, où le cantonnement des populations est en vigueur depuis plusieurs jours, élargi à toutes les wilayas ces derniers jours, de nombreux pères de familles dont les ressources financières ont été sapées par le confinement commencent à lancer des appels de détresse à travers les réseaux sociaux notamment. Le taxieur, le chauffeur de bus de transport urbain et inter-wilayas, le receveur, l'employé cafetier, et autres artisans et travailleurs dans des créneaux ou activités gelés par ces dispositions mises en place dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie coronavirus, n'arrivent plus à assurer les besoins alimentaires de leurs familles. Jusqu'où peuvent-ils tenir ? Difficile à supporter cette situation qui pousse les concernés à s'approvisionner à crédit auprès des commerçants d'alimentation générale, quand ils en trouvent des commerçants généreux.

Chercher à guérir un mal en créant un autre, est-ce acceptable sur le plan moral ? Bien évidemment, la lutte contre le coronavirus exige un confinement des populations, parfois des plus stricts, en sus d'autres précautions d'hygiène et distanciation sociale, mais cela ne doit pas se faire sans penser aux travailleurs «journaliers», à ceux qui perdent leurs emplois dans ce cadre de la lutte contre la pandémie. C'est la mission de l'Etat de prendre en charge ces nouveaux nécessiteux, qui viennent grossir les rangs de ceux qui étaient, déjà, recensés dans cette case avant le fléau coronavirus. La chaîne de solidarité nationale tente également de se déployer dans ce sens, pour aider les nécessiteux et les populations qui souffrent de ce confinement, mais cela reste en deçà de l'espoir, tellement les besoins dans ce contexte sont énormes. Car, des milliers d'Algériens vivaient de petits boulots, dans des activités informelles, qui ont totalement disparu du décor ambiant des villes. Pour cette catégorie sociale, c'est «vivement la fin du confinement», ou l'espoir d'un palliatif à leurs peines, comme penser une nouvelle politique sociale qui mettrait temporairement à l'abri ceux qui ont perdu leurs emplois, pas uniquement les emplois visibles et légaux mais également les autres emplois informels. Le confinement, ce n'est pas seulement «l'ennui», dont souffrent les gens à l'abri du besoin, c'est également cette tragédie sociale qui plonge des milliers de familles dans la précarité, et qui méritent qu'on y pense sérieusement.

Le Quotidien

D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E. Quargla: S.I.A.

Diffusion: Quest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél.: 021. 64.96.39 -Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Un autre produit à la merci des spéculateurs Les prix des cigarettes flambent !

Houari Barti

Des augmentations de prix variant entre 10 et 20 dinars ont touché plusieurs marques internationales de cigarettes fabriquées en Algérie. Ces augmentations ont coïncidé, selon plusieurs buralistes de la place d'Oran, avec l'entrée en vigueur des mesures de confinement adoptées par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus. A première vue, on pourrait penser qu'une diminution de l'offre sur le marché, induite par une probable baisse de la production dans les usines de la Société des tabacs algéro-émirat (STAEM), qui commercialise des marques de renom telles que Marlboro, Winston, LM ou Gauloises, à cause de la crise sanitaire actuelle du coronavirus, pourrait expliquer cette hausse des prix.

Mais selon des sources proches de la société algéro-émirat, la production n'a pas diminué en cette période, et l'approvisionnement des grossistes régionaux s'effectue régulièrement et selon la même cadence habituelle.

Pourquoi donc ces augmentations ? Interrogés hier sur la question, plusieurs buralistes oranais soutiennent que le marché est actuellement perturbé par une baisse drastique des approvisionnements à cause notamment de la mise à l'arrêt du service DSD (Direct Store Delivery) ou « Distribution directe aux buralistes » décidée par la STAEM en ce début de crise du coronavirus comme mesure préventive pour en limiter la propagation auprès de son personnel.

Le service DSD, souligne-t-on, est rentré en service en septembre 2018 en tant que dispositif visant à assurer à la STAEM une meilleure maîtrise de la distribution en ciblant directement les commerçants de détail avec comme finalité garantir la stabilité des prix officiels et déjouer toutes tentatives spéculatives qui pourraient émerger au sein du marché. Mais avec la mise à l'arrêt dernièrement du service DSD, le marché est à nouveau livré aux seules mains des grossistes et des semi-grossistes, assure-t-on. Ceci sans compter le fait que plusieurs de ces buralistes, qui étaient jusque-là alimentés directement par la STAEM à travers le service DSD, sont maintenant obligés d'aller s'approvisionner auprès des semi-grossistes, avec tout ce que cela induit comme frais supplémentaires liés au transport de la marchandise. Deuxième élément avancé par les buralistes, la fermeture, au cours de cette période de confinement, de la majorité des semi-grossistes. « Sur la trentaine de semi-grossistes qui ac-

tivent à Oran, moins du tiers est resté actif, alors que les autres ont préféré carrément baisser rideau, ou pour certains, réduire leur temps d'ouverture à seulement deux heures par jour », affirment les mêmes sources.

Une situation qui a créé, selon nos interlocuteurs, « une tension sur la demande, et par ricochet, des majorations de prix ». Contacté hier par téléphone, un semi-grossiste admet cette tendance de fermeture d'un bon nombre de semi-grossistes oranais.

Néanmoins, pour lui, cette hausse des prix trouve surtout son origine dans les restrictions imposées par les grossistes. Les quantités que nous demandons ont été revues à la baisse et on nous impose des quotas limités avec des majorations de prix qu'on est obligés de répercuter à notre tour, a-t-il affirmé.

Troisième élément qui peut expliquer cette hausse des prix a trait à la fermeture des cafés, notamment ceux équipés de distributeurs automatiques de cigarettes. Ces derniers, au même titre que le dispositif de distribution directe (DSD), offraient l'avantage de pratiquer des prix officiels et ne pouvaient en aucune manière permettre une quelconque spéculation. Voilà donc, ce qu'on peut retenir de manière globale comme facteurs clés pouvant expliquer ces hausses anarchiques des prix du tabac, même si le facteur de la spéculation qui est favorisé par le contexte actuel reste un dénominateur commun que les pouvoirs publics, notamment les services des directions du commerce sont les seuls à même de combattre efficacement. Il est à noter enfin que les marques locales de cigarette n'ont pas été touchées par ces augmentations grâce un dispositif qui permet aux buralistes de s'approvisionner directement auprès de la société productrice. Pour rappel, la Société algéro-émirat de fabrication de tabac (STAEM) est une joint-venture créée en 2002 entre la Société nationale des tabacs et allumettes (SNTA), d'une part, et un consortium émirati d'investisseurs arabes, d'autre part.

Cette société, dont le capital est détenu majoritairement par les investisseurs arabes, est officiellement « autorisée à importer et à distribuer, durant une phase intermédiaire, des cigarettes de marques destinées à être fabriquées localement. Suite à un contrat conclu avec la filiale du groupe Philip Morris International, la STAEM a été, dès 2005, l'importateur et le distributeur exclusifs des marques Marlboro et L&M sur le marché algérien. Ces deux marques de cigarettes sont fabriquées et importées directement de la Suisse.

Etat-major de l'ANP Le Général-major Mohamed Kaidi nommé chef de département emploi-préparation

Le Général-major Mohamed Kaidi a été nommé chef de département emploi-préparation de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP) en remplacement du Général-major Mohamed Bachar, en vertu d'un décret présidentiel publié dans le dernier Journal Officiel. Par décret présidentiel du 26 mars 2020, il est mis fin aux

fonctions de chef de département emploi préparation de l'Etat-major de l'ANP, exercées par le Général-major Mohamed Bachar, note le Journal Officiel, qui précise que le Général-major Mohamed Kaidi est nommé, par décret présidentiel, chef de département emploi-préparation de l'Etat-major de l'armée nationale populaire.

Refus d'utiliser la plateforme d'enseignement à distance Grève «virtuelle» à l'USTHB

Mohamed Mehdi

Un mouvement de «grève virtuelle» est en cours à l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene (USTHB). Des enseignants suivis par des étudiants refusent d'utiliser la plateforme d'enseignement à distance WebEx de Cisco, mise en place par le ministère de l'Enseignement supérieur. Ce «mouvement» ressemble fortement à la grève de l'année dernière, «en soutien au Hirak», qui a prolongé l'année universitaire 2018-2019 à fin septembre pour éviter l'année blanche. Depuis trois ou quatre jours, samedi dernier précisément, des enseignants de plusieurs départements, dont les facultés de «Génie civil et Hydraulique», Maths et Informatique, ont annoncé à leurs étudiants via email qu'ils n'allaient pas utiliser la plateforme d'enseignement à distance et qu'ils préféreraient «partager les cours et les exercices via un groupe sur Facebook» et «répondre aux questions des étudiants» via le même canal. Deux jours après, c'est des étudiants de ces facultés qui réagissent dans le même sens que les enseignants pour annoncer leur refus d'utiliser la plateforme WebEx. Les animateurs de la page du «Mouvement autonome étudiant USTHB» estiment que cette plateforme fait «polémique», en raison principalement du fait qu'un «nombre important d'étudiants n'ont pas Internet, ni de smartphones, ni d'ordinateurs». Autre argument

avancé par les étudiants de Génie civil et Hydraulique : «Les enseignants et les étudiants ne sont pas habitués à donner ou recevoir des cours via une plateforme numérique et n'ont pas l'expérience dans ce domaine». Néanmoins, la page du «Mouvement autonome étudiant USTHB» a organisé hier un «vote» via Internet pour sonder les étudiants. Publié le jour même, le résultat du sondage de la faculté de Génie civil est : «la majorité écrasante est contre la reprise des cours via une plateforme numérique».

Même démarche chez les étudiants des Maths et Informatique pour qui de nombreuses sections ont «voté» sur Facebook en faveur du refus de la plateforme. Entre-temps, aucun des enseignants qui avaient annoncé leur refus de la plateforme numérique n'a encore partagé sur Facebook les cours et les TD avec les étudiants.

ACCÈS GRATUIT À PLATEFORME AUX ÉTUDIANTS

De son côté, le ministère de l'Enseignement supérieur (MESRS) annonce, par la voie du «Directeur des Réseaux et Systèmes d'information et de Communication universitaires», Mosteghanemi M'hammed, que les «opérateurs télécoms» proposent «un accès gratuit aux plateformes d'enseignement».

Dans une note adressée aux «présidents des conférences universitaires» et aux «chefs d'éta-

blissement», M. Mosteghanemi annonce que les «opérateurs téléphoniques se proposent d'offrir un accès gratuit aux plateformes d'enseignement à distance ouvertes au niveau des établissements universitaires d'enseignement». Il leur est demandé de lui communiquer les «URL (adresses web, ndlr) précises des plateformes et/ou espaces de téléchargement». «Dans un souci de rendre effective cette opportunité offerte à nos étudiants, dans les plus brefs délais, nous (opérateurs télécoms, ndlr) leur avons communiqué les adresses IP de tous les établissements. Cependant et afin d'éviter un engorgement des liaisons aux plateformes, ou des réseaux des opérateurs, il est nécessaire d'affiner le filtrage, en ne gardant que les accès aux ressources pédagogiques les plus prioritaires», lit-on dans le document adressé le lundi 6 avril.

«A cet effet, il est demandé à chaque établissement de me faire parvenir, au plus tard demain 7 mars 2020», ces URL «que vous jugez essentiels». «Les services logés sur le Cloud sont également concernés», précise la même note.

Le «Directeur des Réseaux et Systèmes d'information et de Communication universitaires» au MESRS recommande également aux enseignants «d'éviter de publier, dans le cadre des cours en ligne, des séquences vidéo gourmandes en bande passante, afin d'éviter un engorgement du réseau».

Raina
Raïkoum
El-Houari Dilmi

Le multi-racisme des élites hexagonales

Le gravissime dérapage de deux supposés scientifiques français sur un plateau d'une TV de l'Hexagone a ulcéré jusqu'à la nausée. «On devrait tester un vaccin contre la tuberculose et tester ses effets anti-Covid-19 en Afrique comme on l'a fait pour les prostituées» a déclaré un professeur d'un hôpital parisien. «L'Afrique a toujours été votre terrain de jeu», «l'Afrique n'est pas votre animalerie», «Nous ne sommes pas des rats de labo», les réactions ulcérées ont fusé de partout. SOS Racisme a saisi le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) français dans le sillage d'un tollé général dans les rangs des expatriés africains et d'autres régions du monde. L'OMS s'est limitée à condamner des « propos racistes », évoquant l'Afrique comme un « terrain d'essai » pour un vaccin. Les deux pseudo-scientifiques font certainement partie de cette engeance que le célèbre et iconoclaste infectiologue marseillais, Didier Raoult, a ap-

pelé les «victimes de querelles d'ego». «Nous ne sommes pas des rats de labo» ont dénoncé figures de tous horizons d'origine africaine. Et comme pour ajouter une autre couche à la paranoïa qui s'empare des nostalgiques français, Marine Le Pen, en proie à des hallucinations trouve le moyen de dénoncer « une occupation fictive de l'espace public par haut-parleurs pour lancer des appels à la prière islamique». Tout simplement pitieux ! Même en pleine crise sanitaire qui fauche des vies à la pelle partout dans le monde, de sinistres personnages trouvent encore le moyen de tirer leurs langues pour débiter leur fiel intarissable sur l'Africain, l'Arabe, le Noir, et l'«Autre» qui ne soit pas de sa «souche» ! Le «multiculturalisme culturel des élites est un véritable poison mortel pour l'avenir de la France et de toute l'Europe » a encore trouvé le moyen de pérorer un autre corbeau de la fachosphère hexagonale !

Coronavirus 45 nouveaux cas confirmés et 20 nouveaux décès

Quarante-cinq (45) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 20 nouveaux décès ont été enregistrés en Algérie, portant le nombre de cas confirmés à 1468 et celui des décès à 193, a indiqué mardi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar. Les nouveaux de décès ont été enregistrés au niveau de neuf (9) wilayas, à savoir Blida (11 cas), Alger (2) et un cas pour chacune des wilayas de

Béjaia, Tizi Ouzou, Mostaganem, Bordj Bou Arreridj, Boumerdès, Sétif et Batna, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie. Le coronavirus a affecté 855 hommes (58% des cas) et 613 femmes (42%), a-t-il ajouté, relevant que 36% des malades dépassent l'âge de 60 ans, alors que 35% des patients sont âgés entre 25 et 49 ans.

Concernant les malades guéris, Dr Fourar a fait savoir que leur nombre a atteint 113. Il a égale-

ment indiqué que 626 malades sont sous le traitement de la chloroquine. M. Fourar a tenu, en outre, à rappeler que le numéro vert (3030) reste à la disposition des citoyens pour répondre à leurs préoccupations, réitérant la nécessité de respecter les recommandations des spécialistes s'agissant des règles d'hygiène personnelle et environnementale, ainsi que des conditions de confinement sanitaire afin d'éviter toute contagion au coronavirus.

Rapatriés entre le 3 et 5 avril

Retour sur le drame des Algériens bloqués à Istanbul

Témoignage recueilli par
Amine Bouali

L'opération de rapatriement de 1788 Algériens bloqués à Istanbul, en Turquie, vient de prendre fin. Elle s'est déroulée entre le 3 et le 5 avril derniers, à bord d'avions d'Air Algérie et de Turkish Airlines. Dès leur arrivée en Algérie, ils ont été placés en quarantaine dans des établissements touristiques de la wilaya d'Alger et de Boumerdès. Parmi eux se trouve Abdelkrim T, médecin de profession, qui a bien voulu nous livrer, à chaud, son témoignage sur ce qu'il a vécu en terre turque par temps de coronavirus, jusqu'à son retour, ce vendredi à l'aube, à Alger.

« Tout a commencé, pour moi et ma famille, le lundi 21 mars dernier, alors que nous étions à Istanbul depuis presque une semaine, nous confie Abdelkrim. Normalement nous devions retourner en Algérie quatre jours plus tard. Sauf que nous ait parvenue la nouvelle alarmante que l'espace aérien de l'Algérie allait être fermé. Mais évidemment je n'étais pas le seul à avoir cette information, ce qui fait que beaucoup de mes compatriotes qui se trouvaient en Turquie se sont dirigés, eux aussi, ce lundi-là, vers l'aéroport d'Istanbul pour essayer de s'informer et savoir s'ils pouvaient prendre un avion et rentrer en Algérie.

Au début nous étions bloqués à l'extérieur de l'enceinte de l'aéroport. Il y avait parmi nous beaucoup de jeunes mais aussi des familles avec des enfants, des malades qui avaient été opérés (tourisme médical ?) et aussi des 'harraga' qui n'avaient pas de billet d'avion. Personnellement, j'ai été impressionné par un jeune couple qui s'était retiré, en arrière de la foule en ébullition et qui essayait de calmer ses enfants qui pleuraient à cause, je suppose, de la faim et de la fatigue. Il faisait froid. A l'entrée de l'aéroport, il y avait une certaine anarchie mais elle était provoquée, en grande partie, par les agents de sécurité qui laissaient passer les voyageurs de toutes les nationalités sauf les Algériens, détenteurs du passeport vert. Notre souhait le plus ardent était de pouvoir rentrer à l'intérieur de l'aéroport pour nous réchauffer et essayer de trouver une solution à notre problème. Après une heure et demie d'attente - et je ne sais par quel miracle? - les agents de sécurité de l'aéroport nous ont, enfin, laissés rentrer, ma femme et moi, plus quelques autres. Ensuite ils ont fermé les portes. Une fois à l'intérieur, j'ai cru que notre cauchemar aller enfin s'achever, mais j'ai dû vite déchanter. Certes à l'intérieur, c'était mieux que dehors où régnait un froid glacial, mais nous n'étions pas encore sortis d'affaire. Nous nous sommes retrouvés environ 500 Algériens, regroupés dans un coin de l'aéroport. J'ai appris que certains étaient là depuis 3 ou 4 jours, sans avoir pu accéder à la zone de transit. Quelques-uns dormaient, appuyés sur leurs valises, totalement épuisés. Comme des somnambules, nous pouissions nos

chariots à bagages, cherchant la moindre information qui aurait pu nous mettre un peu de baume au cœur. Le bureau d'Air Algérie était désespérément vide.

Dehors, quelque 200 de nos compatriotes, étaient restés dans le froid. C'est par la suite que nous avons appris qu'une majorité des touristes algériens qui se trouvaient à l'intérieur de l'enceinte de l'aéroport d'Istanbul (plus d'un millier de passagers entre ceux d'Air Algérie et de Turkish Airlines) avaient déjà franchi la zone d'embarquement mais ils étaient bloqués dans la zone de transit. La cause: aucun avion en vue ! Des informations nous parvenaient colportées de bouche à oreille. Ainsi on a su que le Consul d'Algérie et des représentants des autorités turques leur avaient rendus visite. Puis qu'une proposition d'évacuation temporaire vers des hôtels d'Istanbul leur avait été faite mais ils l'avaient refusée. Certains d'entre eux ont préconisé de bloquer les accès à l'International pour les autres nationalités et c'est la raison des désordres qui ont eu lieu, malheureusement, à l'aéroport d'Istanbul et qui ont été montrés, dans plusieurs chaînes de télévision turques.

Nous, qui étions à l'extérieur de cette zone de transit, étions livrés à nous-mêmes. La situation était tendue. Certains jeunes faisaient régner parfois un climat de désordre, sans respect pour les familles. Moi en tant que médecin, j'ai essayé de me rendre modestement utile. À côté de moi, il y avait des personnes souffrantes, des hypertendus, des diabétiques. Quelques-uns avaient épuisé leurs médicaments, ce qui a contribué à augmenter leur stress. Je veux signaler ici l'aide apportée par « l'Association des ressortissants algériens de Turquie » qui nous a ramenés des médicaments ainsi que de la nourriture. Les jours, les heures s'écoulaient comme au ralenti. Chacun dormait comme il pouvait, souvent à même le sol. Il fallait faire la chaîne à la cafétéria pour se procurer de quoi s'alimenter. Pour les autorités turques (comme pour nous) la situation ne pouvait durer, avec des centaines de passagers coincés dans un aéroport qui était la vitrine de la Turquie.

Aussi, le jeudi 26 mars, il y a eu du nouveau. Des policiers turcs nous ont rassemblés, y compris les Algériens qui étaient dans la zone de transit et nous ont déclaré qu'ils allaient nous emmener hors de l'aéroport, vers un lieu de confinement : une décision qui a été acceptée par tous. Ils ont vérifié puis emporté nos passeports. Ensuite nous sommes montés dans des autocars, à raison de 20 passagers par autocar, accompagnés, à chaque fois, par une équipe médicale turque munie de tenues de protection. Direction, la cité universitaire de Karabeuk, à 7 heures de route, environ, d'Istanbul. Une fois arrivés sur place, un dispositif sanitaire important était mobilisé. Nous étions répartis dans des chambres à quatre lits. Sur les portes étaient affichées des feuillets rédigés en arabe, indiquant le règlement intérieur et les conditions de notre confinement. Une équipe médicale turque était présente mais comme ils

ne maîtrisaient ni l'arabe ni le français, nous avons proposé, moi et deux autres confrères algériens de notre groupe, notre aide. Elle a été acceptée et on nous a arrangé un petit bureau de consultation. Je dois signaler que le Consul d'Algérie à Istanbul et ses collaborateurs étaient régulièrement présents pendant notre confinement, notamment pour vérifier les listes des passagers algériens et éviter qu'il n'y ait, parmi nous, des intrus. Mais aussi pour approvisionner en médicaments les malades chroniques. Le Consul d'Algérie a précisé que ces médicaments seraient pris en charge financièrement par l'ambassade.

Le troisième jour de notre présence à Karabeuk, on a eu droit à une mauvaise surprise : le feuillet qui mentionnait les conditions strictes de notre confinement avait disparu. J'ai su par la suite que l'équipe médicale turque reprochait à certains Algériens de ne pas respecter les consignes de confinement et qu'elle ne pouvait pas travailler dans ces conditions confuses. Le Consul d'Algérie nous a expliqué que notre rapatriement ne dépendait pas de lui mais de décisions prises à Alger, mais qu'il allait tout faire pour faciliter nos conditions de vie. Au 8^{ème} jour de notre confinement, la bonne nouvelle est enfin arrivée, affichée sur les écrans des chaînes de télévision : un accord a été conclu entre les autorités algériennes et turques pour nous rapatrier.

Vu notre nombre, notre retour était étalé sur trois jours. Je figurai, mon épouse et moi, parmi le premier groupe à pouvoir embarquer. C'était le jeudi 2 avril. On nous a rendu nos passeports mais notre départ vers l'aéroport tardait à se concrétiser. C'est à ce moment-là que nous avons appris que les quelque 200 Algériens (ou supposés tels) qui étaient restés à l'extérieur de l'aéroport d'Istanbul et qui n'ont pas été emmenés avec nous à la cité universitaire de Karabeuk, s'étaient amassés devant la porte d'entrée de cet aéroport dans l'espoir de pouvoir rentrer, eux aussi, en Algérie. Pour éviter tout désordre, les autorités turques ont décidé alors de nous faire embarquer à partir d'un autre aéroport, celui de la ville de Samsun, à 8 heures de route de la cité universitaire où nous étions confinés. Une fois arrivés à Samsun, nous avons oublié toute fatigue lorsque nous avons aperçu, sur le tarmac, l'avion de la compagnie d'Air Algérie qui nous attendait. On a assisté à une sorte de rapatriement d'urgence : ni enregistrement ni vérification des bagages ! Une fois dans l'avion, c'était la délivrance. À Alger, nous avons trouvé une aérogare vide. Des infirmiers ont vérifié la température de chaque passager avec une caméra thermique. Une fois nos bagages récupérés, on nous a repris nos passeports. Nous sommes montés dans un bus et on nous a escortés jusqu'à l'hôtel Mazafran où nous sommes actuellement en confinement. Que puis-je ajouter sinon que, dans des situations de crise comme celle-ci, on apprend à mieux se connaître et à mieux connaître autrui. J'espère que l'Algérie sortira plus forte de cette épreuve».

Les centres de transfusion sanguine boudés Appel urgent au don de sang

S. M.

La directrice générale de l'Agence nationale du sang, Dr Linda Ould Kablia, a lancé hier un appel urgent au don suite à une « nette diminution » des réserves des banques de sang à travers le territoire national. Les donneurs réguliers et potentiels boudent les centres de transfusion sanguine depuis la propagation du coronavirus en Algérie de peur d'être contaminés dans les structures sanitaires. Le prolongement des horaires du confinement partiel dans de nombreuses wilayas du pays est également parmi les causes de la baisse de fréquentation des donneurs de sang dans les centres de transfusion sanguine. Une situation qui inquiète la première responsable de cette agence qui craint des répercussions de cette pénurie de poches de sang sur les malades chroniques et les personnes admises aux établissements sanitaires dans des situations d'urgence (traumatismes, accouchements, anémies...).

La DG de l'Agence nationale du sang (ANS) a ainsi imploré les citoyens âgés entre 18 et 65 ans et en bon santé à faire don de leur sang pour aider ceux qui ont en besoin en cette conjoncture de pandémie mondiale de coronavirus. « Dans le contexte de l'évolution de la pandémie de COVID-19, les réserves de sang à travers le territoire national sont en nette diminution », a alerté le Dr Ould Kablia dans une déclaration rapportée par l'APS. Et d'enchaîner : « Les donneurs de sang ne se présentent plus au niveau des structures fixes de

transfusion sanguine pour effectuer un don par peur d'être contaminés, parallèlement les mesures de confinement ont rendu plus difficile pour les donneurs de se déplacer aux points de collecte fixe ».

Le Dr Ould Kablia a assuré, dans ce sens, que l'ANS, en collaboration avec les différents experts dans le domaine, « a élaboré des recommandations et plusieurs directives ont été établies et transmises à l'ensemble des structures de transfusion sanguine pour la protection des donneurs, des malades et des professionnels de la santé contre tout risque de contamination ». Elle a cité, à ce propos, « l'impératif de procéder à une sélection médicale des candidats au don, au respect de la distanciation sociale à chaque étape du don de sang et des mesures d'hygiène spécifiques et régulières après le passage de chaque donneur et l'utilisation pour le prélèvement d'un matériel stérile et à usage unique ». Le Dr Ould Kablia a également plaidé pour la sensibilisation « sans relâche » du public à l'importance de maintenir un approvisionnement suffisant au niveau national, à la nécessité de disposer de donneurs de sang pour sauver des vies et au caractère sécurisé de la procédure de don. « Des milliers de patients, dans notre pays, nécessitent des transfusions sanguines dans le cadre des situations d'urgence telles que les traumatismes, les hémorragies lors de l'accouchement, les anémies, les interventions chirurgicales urgentes, les maladies du sang et les cancers », a-t-elle conclu.

Banque d'Algérie Mesures exceptionnelles en faveur des entreprises économiques impactées

La Banque d'Algérie (BA) a annoncé, hier, une série de mesures exceptionnelles et conjoncturelles permettant aux établissements financiers et aux banques d'augmenter leurs capacités de financement en faveur des entreprises économiques impactées par la conjoncture induite par le COVID-19. « Dans le cadre des mesures prises face aux répercussions de la propagation du nouveau coronavirus (COVID-19), la Banque d'Algérie, consciente de l'impératif de protéger l'économie nationale et de garantir les conditions nécessaires à la poursuite de l'activité des entreprises de production de manière régulière, a pris une série de mesures exceptionnelles et conjoncturelles s'inscrivant dans des démarches visant à alléger les impacts économiques de cette pandémie mondiale », lit-on dans le communiqué de la BA.

La BA fait état, à ce propos, de l'instruction n 05-2020 datant du 6 avril 2020, portant des mesures exceptionnelles d'allègement de certaines dispositions prudentielles applicables aux banques et aux établissements financiers

permettant à ces dernières d'augmenter leurs capacités de financement au profit des entreprises économiques.

Entre autres mesures prises à ce titre, le document prévoit le report du paiement des tranches de crédit, arrivant à échéance, ou le rééchelonnement des créances de la clientèle, ayant été impactée par la conjoncture induite par le Covid 19.

Outre la poursuite des financements en faveur des bénéficiaires des mesures de report ou de rééchelonnement des créances, la BA préconise la réduction du seuil minimum du coefficient de liquidité afin d'augmenter le niveau des financements disponibles.

Au titre de ces mesures, les banques et les établissements financiers sont dispensés de l'obligation de constitution du coussin de sécurité, précise également la même source.

La BA assure qu'elle suit l'évolution de la situation pour prendre d'autres démarches, le cas échéant, pour garantir les conditions adéquates aux banques et au bon fonctionnement de l'économie nationale.

Prévention contre le Covid-19

Plaidoyer pour la mobilisation des services vétérinaires

« Cette lutte inédite doit mettre à contribution l'ensemble des acteurs qui peuvent apporter un plus et renforcer les moyens mobilisables. Les services vétérinaires peuvent l'être au moins à trois niveaux ».

Ghania Oukazi

La recommandation est du Dr Rachid Benaïssa qui, dans cette laborieuse lutte et prévention contre le Covid-19, fait part de ses réflexes de vétérinaire et appelle à une mobilisation générale de toutes expertises scientifiques nationales pour venir à bout de cette pandémie. A ce titre, la mobilisation des services vétérinaires se justifie, selon lui, « par l'expérience acquise par ces services dans la lutte contre les épidémies animales qui font appel presque aux mêmes techniques de confinement d'isolement de recherche des cas contaminants de l'hygiène individuelle et de groupe (...) et aussi dans la lutte contre les zoonoses, c'est-à-dire les maladies transmissibles de l'animal à l'homme à travers les comités national et de wilaya qu'ils animaient et qui regroupent des acteurs de plusieurs disciplines ». Diplômé des écoles vétérinaires de Hongrie et entre autres fonction directeur des services vétérinaires à Annaba et dans d'autres wilayas pendant plusieurs années, haut cadre du secteur de l'agriculture puis devenu ministre délégué et ministre de l'Agriculture et du Développement rural, le Dr Benaïssa a été décoré en 2001 par l'OIE (Organisation mondiale des épizooties) de la Médaille du Mérite pour le travail qu'il a accompli au service vétérinaire en Algérie et dans la région. Il rappelle que l'OIE même est née en 1924 suite à la pandémie de la peste bovine qui s'était répandue en Euro-

pe en 1920. « L'OIE devait initier, recommander, coordonner et suivre l'ensemble des efforts internationaux de lutte et de prévention pour préserver la santé des animaux dans le monde ». Entre autres premiers résultats, dit-il, « la fin de la pandémie de la peste bovine en Europe et bien plus tard sa maîtrise en Afrique ».

«RENFORCER LES MOYENS MOBILISABLES»

Interrogé sur les dispositifs mis en place en Algérie pour la lutte et la prévention contre le Covid-19, le Dr Benaïssa affirme que « je me dois tout d'abord de saluer les mesures multiformes prises par mon pays à tous les niveaux pour tenter de contenir l'épidémie et d'atténuer au mieux les effets de cette terrible pandémie inédite sur notre population et notre économie ». La mobilisation des professeurs, des médecins, des infirmiers et de tout le personnel des établissements de santé ainsi que de tous les corps constitués est, dit-il, « à souligner et à soutenir y compris ceux en charge de la communication comme élément primordial dans cette lutte ». Il tient à faire preuve d'optimisme en soutenant que « d'une manière générale, notre population est attentive et respectueuse des consignes énoncées ».

Cependant, à l'instar de nombreux experts algériens, entre autres le professeur Mohamed Belhocine interviewé dans ces mêmes colonnes sur le sujet (voir édition du lundi 6 avril), le Dr Benaïssa pense que « certes des insuffisances existent et sont de plusieurs ordres mais la volonté de les surpasser est démontrée tous les jours et c'est pour cela que cette lutte inédite doit mettre à contribution l'ensemble des acteurs qui peuvent apporter un plus et renforcer les moyens mobilisables ». Sa proposition semble cadrer étroitement avec celle des spécialistes algériens exerçant ici et aux États-Unis qui recommandent aux autorités politiques du pays d'activer en urgence le plan ORSEC national. Benaïssa conseille dans cette optique de faire participer les services vétérinaires « au moins à trois niveaux ». Le premier,

nous explique-t-il, « en matière de renforcement des moyens de diagnostic par l'utilisation notamment de la technique PCR disponible et maîtrisée au niveau de deux laboratoires : le laboratoire central vétérinaire situé à Mohammadia à Alger et le laboratoire régional vétérinaire de Tlemcen ».

LA NÉCESSAIRE MOBILISATION DES SERVICES VÉTÉRINAIRES

Ce renforcement, affirme-t-il, « se réalisera sous forme de prestations au profit de l'Institut Pasteur sous sa supervision, son contrôle et pour son compte ». Il convainc que « ces laboratoires ont l'expérience d'en analyser de grands nombres chaque fois qu'ils sont confrontés aux épidémies animales et c'est fréquent ». Il note que « cette mobilisation de moyens de diagnostics vétérinaires est en cours en Allemagne, en Belgique et dans d'autres pays et a fait l'objet d'une directive internationale de l'OMSA (Organisation mondiale de la santé animale connue sous le nom de l'Office international des épizooties-épidémies) ».

Le deuxième niveau de mobilisation des services vétérinaires, fait-il savoir, est « celui communal dans le domaine des désinfections et si nécessaire des désinsectations avec le concours aussi des inspecteurs phytosanitaires ». Le troisième niveau c'est, dit-il, « l'utilisation du réseau des vétérinaires vaccinateurs pour les opérations d'information, de vulgarisation et de mobilisation surtout au niveau de l'Algérie rurale et de l'arrière-pays ».

Les propositions du Dr Benaïssa sont conformes à la note émise récemment par l'OIE qui développe les importants volets du «Soutien des laboratoires vétérinaires à l'intervention de santé publique pour Covid-19 - Contrôle des échantillons de diagnostic humain dans les laboratoires vétérinaires ». L'OIE en décrit « objectif, considérations, continuité des activités et établissement des priorités, types et exigences en matière de tests, évolution, assurance, qualité, biosécurité, personnel et logistique (...) ».

Le non-respect du confinement peut coûter jusqu'à trois jours de prison

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a émis une instruction à l'adresse des walis et des structures concernées dans laquelle il rappelle la nécessité d'assurer une «stricte application» des règles liées au respect des mesures prises dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'épidémie de coronavirus, indique mardi un communiqué des services du Premier ministre.

«En application des directives de Monsieur le président de la République, le Premier ministre, Monsieur Abdelaziz Djerad, a émis une instruction à l'adresse des walis et des structures concernées dans laquelle il rappelle la nécessité d'assurer une stricte application des règles liées au respect des mesures prises dans le cadre de la prévention et de la lutte contre l'épidémie de Coronavirus +Covid-19+, note le communiqué.

«En effet, et au terme de la première période de confinement à domicile imposée aux citoyens, certaines défaillances sont apparues du fait du non respect de la mesure, d'une part et, d'autre part, de la fermeture de nombreux commerces autorisés, notamment ceux appelés à assurer l'approvisionnement des citoyens en produits alimentaires de tous genres», relève la même source.

Dans le but de faire respecter les mesures destinées à assurer la protection de la population et son approvisionnement régulier, les Pouvoirs publics «appellent à faire appliquer la loi, dans toute sa rigueur, par la mise en oeuvre des sanctions pénales prévues à cet effet».

Concernant le respect de la mesure de confinement à domicile, «hormis les cas spécifiques cités dans les textes en vigueur qui permettent certains déplacements, avec ou sans autorisation, le citoyen est tenu de se confiner à domicile», souligne le communiqué.

La même source précise à ce propos que «le non respect de la mesure de confinement à domicile entraîne les sanctions pénales prévues par la loi, soit des amendes allant de 3.000 DA à 6.000 DA à l'encontre des réfractaires qui encourent, en outre, une peine d'emprisonnement de trois (3) jours au plus».

Par ailleurs, les walis sont tenus de faire appliquer, au titre des sanctions administratives, la mesure de mise en fourrière des véhicules automobiles ou des motocycles utilisés par les personnes ayant contrevenu aux règles régissant le confinement à domicile.

Concernant le non respect de l'obligation de maintien en activité de cer-

tains commerces autorisés, la même source souligne que «les commerces concernés par l'approvisionnement de la population doivent être maintenus en activité au moyen d'une réorganisation des horaires d'ouverture et de fermeture».

A cet effet, «les autorités locales sont tenues de leur assurer toutes les conditions nécessaires, notamment la délivrance des autorisations de circuler pour les commerçants et leurs employés et en maintenant en activité les commerces de gros et les unités de production qui les approvisionnent».

«En présence de cas de refus d'ouvrir les commerces, et si cette fermeture a pour effet un défaut d'approvisionnement dans les quartiers, les villages et groupements d'habitations, les walis sont tenus de procéder à la réquisition de ces commerçants après évaluation des situations en commission de wilaya», explique la même source.

«Le refus d'obtempérer aux réquisitions réglementaires individuelles entraîne les sanctions pénales prévues par la loi, soit une amende de mille (1.000) DA à dix mille (10.000) DA et une peine d'emprisonnement de deux (2) à six (6) mois, ou de l'une de ces deux peines seulement».



Gaspillage et pénurie

C'est une initiative suffisamment rare pour qu'elle retienne l'attention. En début de semaine, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont publié un communiqué commun mettant en garde contre un risque de crise alimentaire mondiale en raison de la pandémie de Covid-19. Pour ces trois institutions, la « vague de restrictions à l'exportation » risquent de provoquer « une pénurie sur le marché mondial ». Pour certains pays, le spectre de la famine est désormais une réalité.

SURPRODUCTION

Il est vrai que l'inquiétude monte depuis plusieurs semaines. Dans certains cas, ce sont les récoltes qui sont menacées en raison de l'absence de bras. En France, par exemple, les autorités préfectorales envisagent de faire appel à des réfugiés pour suppléer le manque de main-d'œuvre dû au confinement. Dans d'autres pays, comme en Espagne, la fermeture drastique des frontières empêche de faire appel à la main-d'œuvre marocaine ou subsaharienne.

Autre inquiétude de ces trois organisations, le gaspillage des denrées alimentaires. Dans de nombreux ports, des milliers de containers sont en souffrance et leurs cargaisons risquent de se détériorer. Idem pour la production mondiale de lait, de légumes ou de poisson. Faute de marchés et en raison de la fermeture des restaurants et des lieux de restauration collective, toute une partie de la production pourrait être jetée. Ainsi, d'un côté, on fait face au risque de pénurie, de l'autre à celui de gaspillage.

Mais au-delà des risques qu'elle génère, cette crise sanitaire est aussi un révélateur. En fait, on se rend bien compte dans les pays développés que partout la surproduction règne. Dans un contexte où les foyers limitent leurs dépenses à l'essentiel et où l'approvisionnement devient épisodique (on n'achète que parce qu'on y est forcé), il devient évident que la planète produit trop. Ce gaspillage existait avant la crise pandémique et rien n'a jamais été fait pour le juguler. De façon générale, c'est le système capitaliste productiviste qui est mis en cause. Produire sans cesse parce qu'il est impossible de faire autrement, n'est pas tenable. Le Covid-19 vient de nous le prouver indirectement.

Et l'on ne prend pas suffisamment la mesure des dommages collatéraux de cette surproduction. En effet, tout cela requiert des milliers de tonnes d'emballages en plastique dont seule une partie infime est recyclée. Début janvier, plusieurs ONG ont tiré la sonnette d'alarme : l'économie circulaire, qui vise à limiter les quantités de déchets, est en recul. La baisse des cours du pétrole n'arrangera pas les choses puisqu'un brut bon marché signifie une baisse des prix du plastique.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Pour l'Algérie, pays dépendant des importations notamment en matière de céréales, cette crise va poser la question de la sécurité alimentaire du pays. Existe-t-il des stocks stratégiques ? Qui les gère ? Les filières d'approvisionnement à l'étranger sont-elles sécurisées ? Pourraient-elles l'être plus ? On le voit, c'est une réflexion fondamentale qui est nécessaire. C'est d'une plus grande urgence que de continuer à persécuter les opposants au pouvoir.

Un réseau criminel neutralisé Kidnappé à Boumerdes et assassiné à Sidi Bel Abbès

Les services de la sûreté de wilaya de Boumerdes ont neutralisé un réseau criminel (constitué de six éléments), ayant kidnappé un jeune aux Issers (Est de Boumerdes), avant de l'assassiner à Sidi Bel Abbès, après l'avoir délesté de son véhicule, a-t-on appris, mardi, auprès d'une source de la sûreté de wilaya. Selon le responsable de la cellule de communication près ce corps sécuritaire, le commissaire de police Krimo Touati, il s'agit de la mise hors d'état de nuire d'un groupe de malfaiteurs (âgés entre 32 et 38 ans), originaires des wilayas d'Alger, Sidi Bel Abbès, Mila, Oran et Boumerdes, suite à une plainte déposée par une famille des Issers portant sur la disparition de leurs fils de 23 ans. Les investi-

gations menées, à ce propos, ont permis, a-t-il ajouté, l'arrestation d'un élément de ce réseau à Boumerdes, dont les aveux ont abouti à l'arrestation du reste de la bande, dans leurs wilayas d'origine, a-t-il signalé. Toujours selon le commissaire de police, Krimo Touati, les prévenus arrêtés ont avoué avoir attiré la victime vers le lac «Sidi Mhamed Ben Ali» de la wilaya de Sidi Bel Abbès, où il se trouvait en voyage pour des raisons personnelles. Suite à quoi ils l'ont assassiné, après l'avoir délesté de son véhicule, qu'ils ont vendu, pour se partager l'argent de la vente, ont-ils ajouté. Les mis en cause dans cette affaire, tous des récidivistes, ont été présentés aux autorités judiciaires compétentes, est-il précisé de même source.

«COVID-19» : Vue de Tunisie

Tunis : Kmar Bendana

Comme beaucoup de gens, j'ai mis du temps pour assimiler ce qui nous arrive et pour prendre conscience de l'ampleur humaine de l'expérience de l'épidémie du Corona. Vue de Tunisie, la crise bouscule l'actualité politique et suscite une série de débats qui, touchant à des questions politiques fondamentales (information, communication, santé publique), secouent une « transition » enlisée depuis des années dans des contradictions et des impasses.

INTERNET : PILE ET FACE

Le Web permet de décréter la pandémie mondiale et de généraliser son nom : 'COVID-19' et non plus *virus chinois* ou de *Wuhan, coronavirus*). La Tunisie déclare son premier cas, le 2 mars et renforce, le 9 mars, les mesures publiques prises en février. Le site d'information 'Covid-19.Tn', l'ouverture d'un fonds d'aide électronique 18/18, le « téléthon » organisé par des journalistes, le 20 mars, (fête de l'Indépendance, passée inaperçue) montrent une mobilisation qui relègue au second plan la façade médiatico-politique cachant l'impréparation du pays.

L'Assemblée des Représentants du Peuple, la présidence de la République, le gouvernement - à peine formé¹- révèlent leur errance. A côté du Conseil de sécurité nationale, une cellule de crise du ministère de la Santé - en alerte depuis janvier face à la propagation, encore lointaine, du virus - intensifie les communiqués et les actions. Le pouvoir central s'organise et les bilans quotidiens font pressentir les dangers de la fracture régionale et sociale, en train de s'exprimer.

Avec l'instauration du couvre-feu puis du confinement, on apprend que les Algériens ne «vendraient pas» pour la première fois, depuis plus d'un an et que le Maroc - qui a connu son premier cas, le même jour qu'en Tunisie,- a décrété l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 20 avril. La carte journalière de l'Université 'Johns Hopkins' indique l'apparition de contaminés en Libye. Le 5 avril, sur les 2908 cas des 5 pays du Maghreb (dont 245 décès et 163 guérisons), la Tunisie a déclaré 596 atteints et 22 décès.

Ici comme partout, les mesures de confinement tracent la limite entre ceux qui restent productifs par le télétravail, ceux qui peuvent s'arrêter sans grande perte économique, ceux qui risquent de perdre emploi et salaire et ceux qui sont contraints de travailler à l'extérieur. Je ne parle pas de la population des prisons et des réfugiés qui n'ont le choix de rien. Universitaire à la retraite, je fais partie des privilégiés qui profitent d'Internet et participent à ses effets.

Les réseaux sociaux prennent des airs de Ramadan ou de fêtes, exhibant prouesses culinaires et conseils domestiques et hygiénistes. Nermine Sfar qui danse chaque soir en *streaming* avec ses admirateurs et les *live* musicaux, les projections de films et les vidéos éducatives et artistiques prouvent qu'Internet peut être complément de vie, support de culture et vecteur de solidarité.

Dans le milieu de l'enseignement, la « continuité pédagogique », à travers le Web divise les rangs, tant que l'année scolaire et universitaire n'était pas menacée. La prolongation du confinement pousse les enseignants à bricoler des formules de cours diverses, laissant espérer que l'enseignement à distance amène à transformer les méthodes pédagogiques figées, à activer structures et équipements et à apla- nir les inégalités des apprenants et des enseignants face à la Technologie.

LA SANTÉ AU CENTRE DE LA POLITIQUE

L'exposition de tous aux risques du COVID-19 et l'aptitude inégale de chacun, devant la maladie et la mort sont le dénominateur universel de cette crise sanitaire. Si le personnel médical tunisien s'est montré, jusque-là, efficace dans les décisions de prévention, on attend la formation d'un Conseil scientifique nécessaire aux dimensions de la grave crise sociale et économique en cours². Les femmes sont en première ligne du personnel médical et paramédical³, reflet du système social et des tendances de la spécialisation des diplômes. La réponse sanitaire tunisienne transcende la division public/privé qui mine, depuis trois décennies, les acquis d'une santé publique qui a augmenté l'espérance de vie, vacciné contre la tuberculose, banalisé l'avortement, diffusé à travers les dispensaires et la radio, une culture médicale péri et néo-natale. Les pouvoirs publics sollicitent la conscience citoyenne, surveillent l'application des mesures avec des moyens visiblement peu adaptés⁴. Les déficits de santé publique éclatent, au grand jour, alors que la Tunisie dispense une médecine qualifiée (soins du corps, procréation médicalement assistée...) pour les voisins maghrébins, d'Europe ou du Sud du Sahara. Le secteur économiquement prospère participe à cliver les bénéficiaires des soins : les cliniques privées se multiplient aux dépens d'un hôpital public en recul⁵, les praticiens manquent dans les régions et le nombre des diplômés de la santé qui quittent le pays augmente, faute de recrutements. La médecine libérale se développe de manière rentable mais elle est incapable d'assurer les soins de proximité pour la population.

L'impératif sanitaire a fouetté le paysage médiatique plombé par des querelles politiciennes : les médecins épidémiologistes, urgentistes, anesthésistes, réanimateurs, biologistes, radiologues, rhumatologues, internistes, les statisticiens (et non les sondeurs d'opinion), les psychologues expliquent, conseillent, orientent les décisions. Nous voulons entendre économistes, démographes, nutritionnistes, urbanistes, agronomes, architectes, géographes et l'ensemble des sciences humaines contemporaines nous éclairer.

Si la crise a mis en évidence la nécessité d'un journalisme scientifique dans la chaîne d'information, la visibilisation forcée, du corps médical, pourrait inspirer les gestionnaires du pays à s'entourer davantage des compétences et des connaissances scientifiques de terrain afin de traiter la chose publique avec la conscience, aujourd'hui évidente, que l'intérêt général est constitutif de chaque intérêt individuel.

Notes :

- 1- Le gouvernement Elyes Fakhfakh entre en fonction le 27 février 2020 après plus de quatre mois d'intérim du gouvernement Chahed et le rejet du gouvernement Jemli en novembre 2019.
- 2- Deux appels ont été publiés. Cf. *Nawaat*, 30 mars 2020 <http://nawaat.org/portail/2020/03/30/lettre-ouverte-au-president-de-la-republique-appel-a-la-constitution-dun-conseil-scientifique-national/> et *Leaders*, 5 avril 2020 <https://www.leaders.com.tn/article/29583-h-kazdaghli-et-h-mellakh-pour-un-haut-comite-scientifique-consultatif-dans-la-lutte-contre-le-covid-19>
- 3- Cf. le portrait de Nissaf Ben Aleya <https://www.leaders.com.tn/article/29596-nissaf-ben-alaya-un-parcours-d-excellence>
- 4- L'arrivée des aides de l'Etat pose des problèmes logistiques majeurs.
- 5- La mort de 12 nourrissons dans une maternité à Tunis en mars 2019 a choqué l'opinion

Publicité

تعزية

نشاطرکم الأحران

للفقيد الرحمة

المسيد بن مورسلي عبد القادر و لكم
من بعده طول البقاء و إنا لله و إنا
إليه راجعون. لله ما أخذ وله ما
أعطى و كل شيء عنده بأجل مسمى.

فلتصبروا وليق الله على النفوس
المضطربة سكينه و يبثها فتحا قريبا.
صديقة العائلة المخلصة خيرة خلفاتي

■Vends F3 - 68 m² - 3^{ème} étage -
Rénové - Situé au centre d'ORAN
(à 20 m du Café CLICHY) - Prix in-
téressant après visite – Tél :
0791.70.94.98 - 0699.89.42.73

■A louer Appartement grand stan-
ding dans une Maison de Maître :
3 Pièces - Cuisine - SDB - entre
Protin et Choupot (ORAN) pour
couple et un enfant ou sans – Tél :
0661.21.12.31

■A vendre un Appartement F5 plus
Terrasse 175 m² à Akid Lotfi Cité
Bator Bloc « GA - 4A » 7^{ème} étage
- N° 29 (ORAN) - Prix après visite
Tél : 0550.27.35.33

■Grande Villa à vendre ou à échan-
ger à SIG contre similaire ou grand
Appartement à ORAN - Sup. 252
m² - R+1 - 2 façades - des grands
balcons - grand garage (4 voitures)
- Actée + Livret foncier - Possibilité
de transformer 3 Pièces en 3 Lo-
caux de commerce - Contacter :
0699.62.20.33 ou le 0552.00.64.31

■Recrutons Couturiers - Couturiè-
res possédant Machines à coudre
résidant à : DJELFA - BATNA -
BOUIRA - BOUMERDES - MEDEA
-M'SILA - GHARDAIA - Téléphonez
au : 0560.47.00.04 - 0560.47.00.15

■Vends Foreuse horizontale avec
sa Centrale hydraulique Tél :
0560.12.95.89

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE MASCARA
DAIRA DE MOHAMMADIA
COMMUNE DE SEDJERARA
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCAL (NIF) DE LA COMMUNE : 098429355050418

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
N° 02/2020

Le président de l'A.P.C. de SEDJERARA lance un Avis d'Appel d'Offres avec exigence de capacités minimales du projet suivant : **Réalisation Réservoir semi enterré de 500 m3 à Douar Aïn Kbira Commune de Sedjerara.**

Participation des entreprises remplissant les conditions de candidature :

- Catégorie **Quatre (04) et plus** (Activité principale **TRAVAUX HYDRAULIQUES et activités secondaire BATIMENT**).
- Capacité financière, moyen chiffre d'affaires égal et supérieur à **15 MDA** des 03 dernières années (2016 / 2017 / 2018).
- Références professionnelles similaires (**au moins 01 projet, réalisation d'un réservoir**).
- Moyens humains (**Ingénieur en hydraulique ou Master**) justifiés par diplôme et la liste CNAS.
- Moyens matériels (Rétro-chargeur + Camion 15 t. et plus) justifiés par carte grise et assurance en cours de validité.

Retirer les cahiers des charges auprès de la commune de **Sedjerara**, contre paiement de 1000 DA. Les offres doivent être obligatoirement accompagnées des pièces suivantes.

Un dossier de candidature

- Une déclaration de candidature dûment renseignée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint).
- La déclaration de probité dûment renseignée par le soumissionnaire (selon modèle ci-joint).
- Des copies des statuts et modificatifs (éventuels), statut de groupement.
- Les documents relatifs aux pouvoir habilitant les personnels à entreprise.
- Une copie du certificat de qualification et de classification professionnelle activité principale travaux hydrauliques (catégorie 04 et plus) et activité secondaire bâtiment.
- Une copie des bilans fiscaux des trois derniers exercices (années 2016/ 2017/ 2018) dûment visés par les services concernés.
- La liste des moyens humains et d'encadrement à mobiliser pour le projet (quantitativement et qualitativement) appuyée de l'état des effectifs déclarés à la CNAS et diplômes.
- La liste des moyens matériels à mobiliser pour le projet appuyée de toutes pièces justificatives (cartes grises, factures et assurances de matériel... etc.).
- La liste des références professionnelles appuyées par des attestations de bonne exécution déviant être visées et délivrées uniquement par le maître d'ouvrage.
- Une copie des attestations de mise à jour CNAS - CASNOS - CACOBATH en cours de validité.
- Une copie de registre de commerce.
- Une copie d'identité fiscale.
- Une copie d'extrait de rôle.
- Une copie de casier judiciaire.

a) L'offre technique :

- La déclaration à souscrire (selon modèle ci-joint).
- Le présent cahier des charges dûment renseigné , paraphé, daté et visé par le soumissionnaire et portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
- La qualité (mémoire justification technique) (**annexé ci-joint**).
- Le délai et planning de réalisation des travaux détaillé par poste sur le délai proposé.

b) L'offre financière :

- Lettre de soumission (selon modèle ci-joint).
- Le bordereau des prix unitaires ci-joint annexé.
- Le devis quantitatif et estimatif ci-joint annexé.

Les dossiers de candidatures et offre technique et offre financière sont insérés dans les enveloppes séparées et cachetées indiquant la domination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « **le dossier de candidature** », « **l'offre technique** » et « **l'offre financière** » selon le cas. Ces enveloppes seront mises dans une autre enveloppes cachetée et anonyme comportant la mention « **A ne pas ouvrir que par la commission d'ouvertures des plis et d'évaluation des offres** »

Appel d'offres N° 01... L'objet de l'appel d'offres
à M. le Président de l'APC de SEDJRARA .

Avis d'Appel d'Offres Ouvert avec exigence de capacité minimales
Réalisation du réseau d'assainissement Douar Fratsia

La durée de préparation des offres est valable jusqu'à la date d'ouverture des plis fixée à **Dix Jours (10)** à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP avant **14 : 00 h** au plus tard.

La date limite des dépôts des offres et fixée jusqu'au dernier jour de la date de préparation des offres avant **14 : 00 h** au plus tard.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres et prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Il ne sera pas tenu compte des offres remises hors délai. L'ouverture des plis se fera le dernier jour de la date limite de dépôt des offres en séance publique à **14 : 00 h** au siège de l'APC de SEDJERARA.

Les offres adressées par voie postale ne seront pas acceptées si elles parviennent après la date et l'heure limite de dépôt des offres, le cachet de la poste ne faisant pas foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant **Cent (100) jours** à partir de la date de la première parution du présent avis. Le présent avis tien lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis.

Le Président de l'APC

L'ARBA

Saisie de 10 tonnes de viande blanche impropre à la consommation

Tahar Mansour

Au cours d'une opération de surveillance à travers les routes de la commune de L'Arba, les éléments de la brigade de gendarmerie de L'Arba ont arrêté deux petits camions qui transpor-

taient des poulets abattus destinés à la vente. Les chauffeurs des deux camions ont été emmenés au siège de la brigade pour complément d'enquête car ils ne possédaient pas de certificat vétérinaire ni les documents portant les dates et heures d'abattage. En plus, lors du contrôle

de cette marchandise par le vétérinaire de l'APC, il a été constaté qu'elle était impropre à la consommation humaine. Le même jour, la marchandise a été détruite au niveau de la décharge publique en présence du vétérinaire et des propriétaires.

ALGER

Saisie de plus de 68 millions de dinars de produits

La direction du commerce de la wilaya d'Alger a annoncé, lundi, avoir saisi des denrées alimentaires et produits impropres à la consommation et autres pour non-facturation et non-affichage des prix, d'une valeur globale de plus de 68 millions DA, durant la période de confinement partiel à Alger. Dans le cadre des opérations menées par la direction en collaboration avec les services de la Gendarmerie nationale et de la sûreté nationale, pour lutter contre la spéculation et assurer le contrôle des produits alimentaires de large consommation, les agents de contrôle et de répression de la fraude de la direction du commerce de la wilaya d'Alger ont saisi -depuis l'instauration du confinement partiel à Alger- des denrées alimentaires et des produits

impropres à la consommation, périmés et autres pour non-affichage des prix d'une valeur globale de plus de 68 millions de dinars, a déclaré à l'APS Layachi Dahar, chargé de l'information auprès de cette direction. Le bilan de l'activité des agents de contrôle et de répression de la fraude de la direction du commerce de la wilaya d'Alger, en collaboration avec les services de la Gendarmerie nationale et de la sûreté de la wilaya d'Alger, fait état de la saisie de produits alimentaires d'une valeur de plus de 46 millions DA et plus de 22 millions DA lors d'opérations menées, individuellement, par les agents de commerce, indique-t-on de même source. Plus de 3.500 interventions des agents de contrôle et de répression de la fraude ont été enregistrées

durant la même période, selon le responsable.

Les opérations menées par la direction du commerce de la wilaya d'Alger sur son territoire de compétence s'inscrivent dans le cadre de la prévention contre la propagation du coronavirus, pour assurer un approvisionnement du marché en produits alimentaires de large consommation, lutter contre la spéculation, le stockage des marchandises et la fraude pour ce qui est des prix et de la qualité des produits alimentaires en cette période exceptionnelle, a précisé le responsable. Suite à ces opérations, des mesures juridiques ont été prises pour dissuader les contrevenants, a indiqué M. Dahar, précisant que des poursuites judiciaires ont été engagées.

SÉTIF

Une caravane de solidarité pour la wilaya de Blida



Une caravane de solidarité acheminant des denrées alimentaires, des produits pharmaceutiques et d'hygiène s'est ébranlée lundi de Sétif vers la wilaya de Blida, dans le cadre du renforcement des efforts de lutte contre l'épidémie du nouveau coronavirus.

Cette caravane, dont le lancement a été supervisé par le chef de l'exécutif local, Mohamed Belkateb, au complexe sportif du «8 Mai 1945», est constituée de 10 poids lourds chargés de 300 tonnes de

produits alimentaires de large consommation et de produits sanitaires. Cette action humanitaire, qui s'inscrit dans le cadre des initiatives de solidarité à l'égard des wilayas touchées par la pandémie du coronavirus, a enregistré la contribution d'agriculteurs, de commerçants, d'associations locales et autres bienfaiteurs.

Le wali a déclaré à cette occasion que ces aides destinées aux habitants de la wilaya de Blida renouent de l'esprit de solidarité qui

anime la population algérienne et renforcent l'unité nationale dans ce contexte exceptionnel de crise sanitaire. Pour rappel, le conseil de Soubel El Kheirat de la mosquée Hamza Ben Abd El Moutalib de la commune d'Ain Azel (50 km au sud de Sétif), avait récemment expédié 12 tonnes de produits de nettoyage aux habitants de la wilaya de Blida dans le cadre des opérations de solidarité qu'il a initiées dès l'apparition des premiers cas de Covid-19.

MILA

Plus de 5.000 hectares pour les légumes secs

Pas moins de 5.690 hectares ont été emblavés en légumineuses dans la wilaya de Mila au titre de la saison agricole 2019-2020, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Le pois chiche a eu droit à la superficie la plus importante avec 2.946 ha, suivi des lentilles (1.887 ha), la fève (837 ha) et du petit pois (17 ha), selon le responsable du service de l'organisation de la production et de l'appui technique de la DSA, Mohamed Boulefat, qui a rappelé que 81.056 quintaux de légumes secs ont été produits à Mila, à cours de la précédente saison sur une superficie totale de 5.575 ha. L'extension de la superficie dédiée à la culture des légumes secs s'explique, d'une part, par la hausse du nombre de producteurs dans

cette filière à travers toute la wilaya et, d'autre part, par l'exécution de la rotation culturale dans les communes de Grarem Gouga et Oued Nedja, a-t-il révélé. Le même responsable a également souligné que cette saison agricole a vu un nombre importants d'agriculteurs se re-diriger vers la production de pois chiche dont la superficie est passée de 2.000 à 2.946 ha et ce, aux dépens de la superficie consacrée à la production des lentilles passée de 2.600 à 1.887 ha actuellement. L'engouement des agriculteurs pour la production du pois chiche est motivé par son prix attractif en comparaison des lentilles et les conditions météorologiques favorables à cette activité, ayant prévalu dans la région de Mila durant les mois de janvier et février, a conclu ce responsable.

OUARGLA

Divers programmes à distance pour les enfants durant le confinement

Divers programmes éducatifs, culturels et récréatifs à distance sont organisés dans la wilaya d'Ouargla au profit des enfants durant la période de confinement préventif contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris mardi des organisateurs. La bibliothèque principale de lecture publique Mohamed Tidjani, au chef-lieu de wilaya, a arrêté une série d'actions en vue d'assurer la continuité de l'activité culturelle en cette conjoncture exceptionnelle de pandémie, dont un concours culturel intitulé «Mon ami le livre», diffusé chaque matin par Bachir Mazari sur les ondes de la radio locale sous deux rubriques: «Racontes ton histoire» et «Fais-moi la lecture».

Des ateliers de lecture sont également radiodiffusés durant la semaine (excepté les vendredis et samedis) par les enfants participants par téléphone, afin de développer leur capacité de lecture et d'écoute. M. Mazari a précisé, à ce propos, que ce programme, qui est à sa cinquième édition et qui permet de meubler utilement le temps des enfants en cette période de confinement, «a suscité une véritable interaction de la part des enfants et une satisfaction de leurs parents». Pour sa part, la bibliothèque «L'enfant innovateur» a concocté en direction des enfants (6 à 16 ans) un programme intitulé «Notre conscience nous préservera», à travers un concours culturel de dessin, d'écriture, de contes, de poèmes et autres, depuis le domicile, sur le thème de l'heure (Covid-19). Les œuvres sont adressées via le site électronique de la bibliothèque, a indiqué sa directrice, Chafia Siagh, en soulignant que leur thème est l'occasion pour les enfants de «développer leurs connaissances sur le nouveau coro-

navirus et les voies de prévention pour freiner sa propagation».

La maison de la culture Moufidi Zakaria d'Ouargla a prévu, de son côté, des concours et des programmes récréatifs à travers les réseaux sociaux, notamment Facebook, portant sur le dessin, la poésie et l'expression écrite sur le thème de la pandémie de Covid-19, a fait savoir son directeur, Saïd Wahbi Madani. Le programme culturel et éducatif de l'établissement a projeté également un espace du «Jeune innovateur algérien», sous le signe «Distraitoi et gagne», qui se poursuivra jusqu'à la fin juin prochain et est ouvert aux enfants de 5 à 15 ans via la page Facebook de la maison de la culture. Des projections vidéos sont également diffusées via les réseaux sociaux sur les activités de troupes locales, concernant par exemple le volet récréatif, et sur l'actualité du moment (Covid-19 et les voies de prévention) concernant l'axe documentaire. Des programmes récréatifs et de sensibilisation, animés par la psychologue Fatiha Benketila, sont diffusés aussi via la page Facebook et le courrier électronique de la maison de la culture, sur la prise en charge de l'enfant et sur l'organisation de l'individu et de la famille durant la période de confinement, en plus d'initiatives destinées aux adultes (35 ans et plus) dans le domaine du roman, sanctionnées par des prix d'encouragement. Selon leurs initiateurs, ces activités visent à capter la participation des enfants, à développer leur potentiel et leur créativité, durant la période actuelle de confinement, en plus d'encourager les parents, notamment les mères travailleuses, à découvrir les talents enfouis de leurs enfants et à les promouvoir.

EL EULMA

Fabrication de masques de protection à la maison de jeunes

Un atelier de fabrication de masques de protection a été lancé à l'initiative de jeunes bénévoles à la maison de jeunes Abdelhamid Anani de la ville d'El Eulma à l'est de Sétif, a-t-on appris lundi du directeur de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ), Nacer Fadli. Des jeunes adhérents à cette maison de jeunes ont proposé la couture manuelle de bavettes de protection utilisées pour la prévention et la lutte contre le coronavirus, a précisé à l'APS le même res-

pensable, relevant que les services de l'ODEJ, en collaboration avec des bienfaiteurs de la ville, ont mobilisé les moyens nécessaires pour permettre à ces jeunes bénévoles de concrétiser leur idée.

Le même responsable a indiqué que plus de 400 bavettes ont été confectionnées en une journée de travail par ces bénévoles, précisant que le modèle des bavettes a été élaboré de concert avec des professionnels en la matière comme les médecins, les in-

génieurs et autres cadres, et que le tissu utilisé était conforme aux normes requises.

Depuis l'apparition du Covid-19, les animateurs de l'ODEJ de Sétif œuvrent à contribuer aux efforts déployés pour endiguer la propagation du virus à travers des campagnes de sensibilisation avec l'objectif de créer au sein de la population une prise de conscience collective quant à l'importance de se prémunir d'une contamination, a-t-on conclu.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

14 chaâbane 1441

El Fedjr 04h54	Dohr 12h50	Assar 16h28	Maghreb 19h20	Icha 20h42
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Cession de biens de l'OPGI Plus de 3.500 dossiers éligibles traités

D. B.

Dans le cadre des dispositions prises par l'Etat, pour la cession de ses biens des milliers de logements sociaux sont proposés à la cession par l'Office de la promotion de la gestion immobilière d'Oran. Dans ce cadre, quelque 6.000 dossiers ont été déposés, à Oran, dont près de 3.500 éligibles ont été traités. Ces dossiers l'ont été, dans le cadre de la dernière campagne qui s'est étendue jusqu'à la fin de l'année 2019. L'Etat a décidé, d'accorder beaucoup d'avantages et de facilités aux locataires qui veulent acquérir les logements appartenant à l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Malgré le prix bas du loge-

ment proposé par les ces derniers, comparativement à celui pratiqué sur le marché, de nombreuses familles se trouvent dans l'impossibilité financière d'acheter leur logement. L'Office détient un patrimoine immobilier de près de 36.000 unités entre appartements et locaux commerciaux, dont 90 % du patrimoine immobilier sont loués. Il convient de souligner, par ailleurs, que toute personne physique qui occupe régulièrement un bien immobilier de l'Etat ou de l'OPGI, qu'il s'agisse d'habitation, d'un local commercial, artisanal ou professionnel, peut demander l'achat du bien en question dans le cadre de la formule «Cession des biens de l'Etat». «Les biens immobiliers sont cédés à leurs occupants légaux, personnes

physiques de nationalité algérienne ou morales de droit algérien, sur la base de leur valeur vénale», stipule le décret signé par l'ex Premier ministre Ahmed Ouyahia, précisant que les paramètres de détermination de la valeur vénale desdits biens «sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés des Collectivités locales, des Finances et de l'Habitat».

Les logements réalisés pour le fonctionnement des services et organismes publics de l'Etat, les biens immobiliers classés ou en instance de classement dans le patrimoine culturel, les biens immobiliers appartenant aux collectivités locales ainsi que les biens immobiliers menaçant ruine sont cependant exclus du champ d'application du décret.

EHU «1^{er} Novembre 1954»

Elargissement de l'utilisation de la Chloroquine aux malades asymptomatiques

L'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) «1^{er} Novembre 1954» d'Oran qui utilise la Chloroquine, depuis une dizaine de jours pour le traitement des cas de coronavirus, a opté pour élargir ce protocole aux malades asymptomatiques, a-t-on appris de son directeur Mohamed Mansouri.

Le protocole de traitement à la Chloroquine, a-t-il affirmé dans un entretien à l'APS, «commence à donner des résultats sur les patients de

l'EHU d'Oran, avec un cas complètement guéri. Une femme vient d'être testée négative après le traitement», a-t-il indiqué. L'élargissement du traitement à la Chloroquine aux patients qui ne présentent pas de symptômes vise, selon lui, à éviter d'éventuelles complications et aggravations des cas et la baisse plus rapide de la charge virale chez les sujets positifs.

S'agissant des craintes de spécialistes d'effets secondaires de ce médicament, le directeur de l'EHU a rele-

vé avoir consulté, sur le sujet, des médecins internistes qui l'utilisent depuis des décennies, dans le traitement de certaines maladies chroniques, comme le lupus. «Ils ont estimé que ces craintes ne sont pas fondées et qu'il faut juste s'assurer qu'il n'y a pas de pathologie cardiaque», a-t-il souligné. La Chloroquine reste, toutefois, un médicament réservé à une utilisation hospitalière et ne doit pas, en aucun cas, être auto-administrée, a-t-il prévenu.

Arzew

Une opération de vidange des caves à la cité «650 logements» Benboulaid

K. Assia

Une vaste campagne de vidange des caves a été lancée, cette semaine à la cité «650 logements» dans le quartier «Hassiba Benboulaid», dans la commune d'Arzew par les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya d'Oran. L'opération s'inscrit dans le cadre du programme de désinfection et d'assainissement mis en place afin de lutter contre la propagation du virus «Covid 19».

Les agents du service technique de l'Office ont procédé, selon des sources de l'OPGI, au vidange de toutes les caves inondées et à la réfection des avaloirs ; une opération qui s'est généralisée à d'autres sièges d'administration publiques à l'exemple des Agences de la direction du Logement, celle des Equipements publics et celle de l'Urbanisme et de la Construc-

tion. En effet, cette campagne se poursuit à travers toute la wilaya d'Oran, suivant un programme fixé par la direction.

A noter que la cité «650 logements» de Benboulaid a fait l'objet de travaux de réhabilitation, lancés depuis 2017 et qui consistent en la réfection des canalisations des eaux usées, au traitement des parties communes, à la peinture et au ravalement des façades des immeubles, en plus de la réfection de l'étanchéité.

L'opération englobe également l'enlèvement des paroboles des balcons des cités, une démarche initiée par les services de la wilaya afin de mettre fin aux vues inesthétiques. Toutefois la lenteur dans l'achèvement des travaux et les malfaçons relevées avaient fait réagir pour rappel réagir, les habitants qui s'étaient rassemblés l'année dernière, devant le siège de la daïra d'Arzew. Les contestataires

avaient signalé le travail «bâclé» de l'étanchéité, de la peinture et de la maçonnerie. Ils avaient aussi dénoncé le retard dans l'achèvement de cette opération de remise en l'état de cette cité qui, rappelons-le, compte 610 appartements. Notons que ce projet vient à la suite de l'expertise effectuée et qui a permis d'évaluer l'état de plusieurs blocs.

Certains présentaient des fissures et nécessitaient une réhabilitation. Sur directives du wali d'Oran une Commission composée des services communaux, services de la daïra, de la wilaya, du CTC et des agents de l'OPGI a été installée pour élaborer un nouveau diagnostic et actualiser les données. Il s'agit de procéder à des opérations de classification des bâtisses, en fonction de leur état de vétusté. A la cité «124 logements» d'El-Mohgoun, une opération similaire sera également lancée.

Commune d'Oran

30.000 points lumineux dotés en lampes LED

J. Boukraa

Une vaste opération de réhabilitation de l'éclairage public, est programmée par la commune d'Oran, dans le cadre d'une enveloppe allouée, par la wilaya d'Oran, pour l'entretien des routes et de l'éclairage, a-t-on appris hier de sources proches des la division de la Voirie (DVC) de l'APC d'Oran. Il s'agit, selon nos sources, d'une opération à moyen et long termes pour doter quelque 30.000 points lumineux de lampes économiques de type «LED», sachant que cette opération permettra de réduire d'environ 50% de la facture Sonelgaz, a-t-on ajouté. La semaine dernière, une enveloppe financière de plus de 560 millions de DA a été allouée pour l'entretien du réseau routier de la commune d'Oran. Un montant de 460 millions de DA a été débouqué sur budget de la wilaya pour la maintenance du réseau routier sur une distance de 100 km dans la com-

mune d'Oran, classé en case rouge et plus de 100 millions de DA du budget de la commune pour la maintenance de 50 chemins vicinaux selon le chef de service «Routes» de la commune. Une autre partie de cette enveloppe sera consacrée à la réhabilitation de l'éclairage public. L'une des dépenses d'énergie urbaine les plus importantes, est liée à l'éclairage public. Trouver des solutions pour réduire et mieux maîtriser la consommation de l'éclairage est, donc, un enjeu capital pour les villes. Pour minimiser ces dépenses et répondre aux doléances des citoyens, en matière d'éclairage public, les services concernés de certaines communes ont opté pour l'utilisation des lampes «LED» (Light Emitting Diode), pour l'éclairage des rues. Dans cette optique une opération de remplacement des anciennes lampes vapeur à mercure qui consomment beaucoup d'énergie a été initiée l'année dernière, par la commune de Misserghine. Elle a été

lancée à partir du quartier «Ahmed Zabana» et touché d'autres rues. Une enveloppe de près de 12 millions de DA a été débouquée pour cette opération qui entre, aussi, dans le cadre des actions menées par les autorités publiques pour l'embellissement de la ville et l'aménagement urbain.

Les «LED» (Light Emitting Diode) ou «DEL» en français (Diode Electro Luminescente) sont une technologie d'éclairage qui présente des avantages nombreux comparées aux ampoules classiques (ampoules à incandescence). A puissance lumineuse égale, elles consomment 10 fois moins et durent 12 à 15 fois plus longtemps. Les 36.000 points lumineux de la ville d'Oran seront remplacés, progressivement, par des lampes «LED». L'éclairage qui représente environ 40% des consommations d'énergie électrique des collectivités territoriales fait l'objet de recherche et d'innovations qui visent à mieux maîtriser sa consommation.

Aïn El Turck, Es-Sénia, Bir El-Djir, Misserghine et El-Hassi Lancement d'une opération de nettoyage et de désinfection



Rachid Boutlelis

Concoctée par l'Organisation nationale de la protection et de la sauvegarde de l'Environnement et des Energies renouvelables, une opération de nettoyage, de désherbage et de désinfection, devant cibler des quartiers à forte concentration de la population, essaimés à travers les principales municipalités des daïras d'Aïn El-Turck, Es-Sénia, Bir El-Djir, de la commune de Misserghine et du bourg d'El Hassi, a été lancée, hier, dans le cadre des mesures de prévention contre l'épidémie du «Covid-19». Cette action, qui devra se poursuivre jusqu'au samedi, sera menée en parallèle à une campagne de sensibilisation. Cette louable initiative, qui a nécessité des moyens humains et matériels, notamment des appareils de désinfection, sera menée en étroite collaboration avec la direction de la Jeunesse et des Sports, celle de la Santé et des Services du corps de sécurité. «Cette opération vient en application des instructions du président de la République sur les mesures contre la pandémie du coronavirus. Nous avons programmé de

décerner un prix d'encouragement à la meilleure zone entretenue, au terme de cette opération. Celle-ci a été, également, lancée en parallèle par le chef de bureau de notre organisation dans la daïra d'Aoulef, relevant de la wilaya d'Adrar, M. Laâssab en l'occurrence» a expliqué en substance Benyahia Bahri, président de l'Organisation nationale de la protection de l'Environnement, avant de renchérir «notre principal objectif et d'inciter la population, à travers cette action, à respecter drastiquement les mesures relatives à la lutte contre la pandémie du «Covid-19», instruites par les autorités sanitaires. C'est très important, chacun de nous doit s'astreindre au respect rigoureux des règles élémentaires édictées pour le besoin impératif de cette lutte et également celles relatives à l'équilibre écologique de son lieu de résidence. Nous sommes tous concernés par cette action menée contre cette crise sanitaire». Notons que cette opération ciblera plusieurs quartiers et cités essaimés à travers le chef-lieu de la daïra d'Aïn El-Turck et ce, parallèlement aux autres parties de la wilaya d'Oran, suscitées.

Zones d'ombre

Distribution de plus de 1.000 kits alimentaires aux nécessiteux

Le conseil de «Souboul El Kheirat», relevant de la direction des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya d'Oran, a distribué plus de 1.000 kits alimentaires et des médicaments aux personnes nécessiteuses des zones d'ombre d'Oran, a-t-on appris de son président cheikh Bahri Bachir. Les colis contenant des denrées alimentaires, des légumes, des produits de nettoyage ont été acheminés aux domiciles des personnes nécessiteuses de la wilaya, a indiqué cheikh Bahri. L'opération, lancée la dernière semaine du mois de mars, a été précédée, a-t-il dit, par une opération de recensement des personnes nécessiteuses. Cet élan de solidarité se poursuit pour toucher un plus

grand nombre de personnes dans le besoin, a-t-il assuré. Outre les aides en nature, le comité «Souboul El Kheirat» achète des médicaments et des produits parapharmaceutiques au profit des femmes veuves, des handicapés et autres couches vulnérables. Le conseil à caractère caritatif poursuit son opération de distribution de repas chauds au staff médical qui veille sur les malades atteints du coronavirus à l'EHU «1^{er} Novembre 1954» d'Oran. La direction des Affaires religieuses et des Wakfs a organisé dernièrement, en collaboration avec la direction de la Santé et de la population, une campagne de don du sang à la mosquée «Redouane» de Hai Seddikia, en faveur des malades du CHU d'Oran.

Lutte contre la criminalité

Deux individus arrêtés pour vol

Deux individus, âgés de 19 et 25 ans, ont été arrêtés par les services de la police judiciaire de la 14^{ème} Sûreté urbaine pour vol par escalade. Les auteurs se sont introduits dans une habitation et ont dérobé un coffre renfermant des bijoux en or en plus d'un sac contenant un livret de famille, une carte d'identité, un ché-

quier en plus d'une paire de chaussures de sports. La plainte déposée par la victime a permis aux policiers d'identifier les mis en cause qui ont été arrêtés. La perquisition effectuée dans leurs domiciles a permis de récupérer les chaussures volées. Ils ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt. **K. Assia**

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Adi Amel, 36 ans, Hassi Bounif
Hamiche Mohamed, 68 ans, Les Planteurs
Benachour Khadra, 71 ans, Les Planteurs
Bensafi Bouziane, 70 ans, Sidi Bel-Abbès

Horaires des prières pour Oran et ses environs

14 chaâbane 1441

El Fedjr 05h13	Dohr 13h05	Assar 16h43	Maghreb 19h35	Icha 20h56
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



TIARET

Reprise des cours à distance à l'université



El-Houari Dilmi

Suspendus le 12 mars dernier pour éviter la propagation du Covid-19 dans les rangs de la communauté estudiantine, les cours en ligne et à distance ont repris dimanche à l'université « Abderrahmane Ibn Khaldoun » de Tiaret, a indiqué hier le recteur de l'université, M. Abdennebi.

Selon M. Toumi Zine El-Abidine,

chargé de communication au niveau du rectorat, l'administration de l'université Ibn Khaldoun n'a ménagé aucun effort pour mettre en place et préparer la plateforme numérique avec l'installation du logiciel « Moodle » sur le site web de l'université, et ce, au profit des huit facultés et deux instituts nationaux d'enseignement supérieur, « pour permettre aux 32.000 étudiants de poursuivre leurs cours le

plus normalement via le e-Learning », a-t-il indiqué. Pour les étudiants ne disposant pas d'internet et habitant dans des zones enclavées, l'université « Ibn Khaldoun » compte aménager une salle équipée des moyens d'internet, qui leur permettra de poursuivre en ligne leurs cours. Pour rappel, des changements sont intervenus à la tête de trois facultés depuis le début de l'année universitaire en cours.

Un employé de l'aéroport démasqué par une caméra de surveillance

E. H. D.

Un employé de l'aéroport « Abdelhafidh Boussof » de Aïn Boucheikif a été piégé par une caméra de surveillance après avoir dérobé des batteries pour panneaux

solaires, installées à l'intérieur et à l'extérieur de l'aérogare. En effet, l'enquête des services de la sûreté de wilaya a permis de démasquer l'auteur du vol des batteries grâce à une caméra de surveillance. Vingt-trois (23) batteries seront retrouvées

dans le domicile de l'un des proches, et une vingtaine d'autres chez des receleurs de sa connaissance. L'enquête des services de police suit son cours pour déterminer d'éventuelles complicités dont aurait bénéficié l'employé indélicat qui a été arrêté.

Deux dealers écroués

Pris en flagrant de possession de comprimés psychotropes, deux individus âgés de 23 et 38 ans ont été placés sous mandat de dépôt par le procureur de la République près le tribunal de Tiaret, apprend-on dans un communiqué de la cel-

lule de communication de la sûreté de wilaya. Selon la même source, l'attention des éléments de la brigade de recherche et d'investigation, lors d'une tournée dans la ville de Tiaret, a été attirée par deux individus au comportement sus-

pect. Après une fouille corporelle, une quantité de 488 comprimés de marque « Tramadol » sera retrouvée par les policiers. Les deux dealers ont été écroués à la maison d'arrêt de Tiaret.

E. H.D.

CHLEF

Equipped d'un laboratoire pour le dépistage du Covid-19

Un groupe de professeurs en biologie de l'université Hassiba Benbouali de Chlef, a lancé, de concert avec des médecins spécialistes en maladies infectieuses, une opération d'équipement d'un laboratoire pour la réalisation d'analyses de dépistage du Covid-19, a-t-on appris auprès des promoteurs de cette initiative. « Il s'agit de l'aménagement et de l'équipement d'un laboratoire pour la réalisation d'analyses de dépistage du Covid-19, dont une demande d'homologation a été présentée à l'Institut Pasteur d'Alger en vue de sa mise en service », a indiqué à l'APS, Mohamed Sbaïhia, directeur du laboratoire de biologie moléculaire, génomique et bioinformatique, relevant du département de biologie.

Selon le responsable, un groupe de l'Institut Pasteur « est attendu mercredi pour effectuer un contrô-

le des équipements de ce laboratoire et faire le constat de leur conformité aux normes en vigueur, parallèlement à l'accompagnement du staff (enseignants, étudiants en doctorat et médecins) en charge de cette opération », a-t-il souligné. Ajoutant que cette initiative est le « fruit » d'une coordination entre les secteurs de l'enseignement supérieur et de la santé, ayant permis, a-t-il dit, l'« aménagement de ce laboratoire et sa dotation avec des équipements fournis par l'université d'Oran, outre du matériel médical issu de différents hôpitaux locaux. Le groupe de chercheur en charge de ce projet compte 21 éléments », a-t-il précisé. « Notre action a été inspirée par l'initiative prise par nombre d'universités nationales qui se sont dotées de laboratoires pour les analyses de dépistage du Covid-19, officiellement homo-

logués par l'Institut Pasteur, ceci d'autant plus que la wilaya de Chlef dispose des compétences humaines pour cette opération », a expliqué M. Sbaïhia. Ce laboratoire est doté d'une capacité théorique de réalisation de 96 analyses toutes les quatre heures, équivalant à près de 300 analyses/jour, est-il signalé de même source.

Cette initiative s'inscrit au titre des efforts de développement du secteur local de la santé, « tout en contribuant à l'encouragement des compétences locales et leur mobilisation dans l'éradication de cette épidémie », a estimé le chargé de la communication à la direction de la santé, Nouis Zakaria.

Selon le dernier recensement du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, la wilaya de Chlef compte 18 cas confirmés de Covid-19.

MAGHNIA

Un front pour contrer la pandémie Covid-19

Cheikh Guetbi

Jamais la daïra de Maghnia n'a connu un tel élan de solidarité et une aussi importante mobilisation citoyenne comme durant cette présente conjoncture. Au début de la pandémie, malgré les insistants et pressants appels officiels aux citoyens pour le respect des règles d'hygiène, la population ne réalisait pas l'ampleur des risques. Le fait déclencheur qui a permis la prise de conscience et le réveil de ces associations était la réunion des responsables d'associations tenue au siège de la daïra à l'initiative du chef de la daïra. Un appel leur a été lancé pour plus d'entrain dans la mobilisation des forces vives, des donateurs et bienfaiteurs, et plus d'effort pour la sensibilisation de la population. Aussitôt après, un élan de solidarité sans précédent, s'est déclenché par des associations à l'image de « Sanabil El Kheir », « El Irshad oua el Islah », « Choubane El Kheir »... Des initiatives ont été aussitôt entreprises par des associations qui se sont montrées très actives. Des collectes de denrées alimentaires sont menées au quotidien pour être distribuées aux démunis. « Nous mettons à la disposition des nécessiteux les denrées alimentaires que nous collectons. Nous leur laissons même la liberté de se servir » déclare un membre « d'El Irshad oua el Islah », caissier dans une superette. Diverses opérations sont menées au quotidien par ces associations telle la désinfection des établissements, lieux publics et jusqu'à la désinfection, au niveau de l'entrée Est de la ville, des véhicules qui pénètrent ou qui sortent de la ville. On cite par exemple l'opération que ces associations ont organisée dans les bureaux de poste le jour du virement de la pension des retraités. Ils se sont investis 3 jours durant pour assurer une organisation inédite (le marquage du

sol, la régulation à l'entrée, la mise à la disposition des retraités de chaises, la désinfection des lieux à la fermeture des agences).

Dans le sillage de ce grand sursaut de générosité et d'altruisme, des particuliers et des entreprises ont fait de leur côté preuve d'un élan de solidarité pour combler les déficits en moyens de protection hygiénique et en produits de nettoyage, tels l'institut de la formation professionnelle ainsi que l'usine « Tafna Confection » qui se sont lancés dans la fabrication des bavettes qu'ils mettent à titre gracieux à la disposition des établissements sanitaires et de la population ou encore le dernier en date, l'établissement hôtelier « El Izza » que les propriétaires ont mis gracieusement à disposition pour l'hébergement du personnel médical.

De leur côté, de nombreux citoyens participent à cet élan de solidarité comme celui qui a transformé son atelier, situé à la cité Chouhada, pour la fabrication des bavettes qu'il distribue gratuitement ou d'autres qui approvisionnent les associations en eau de Javel et autres produits pour le nettoyage et la désinfection sans compter ceux qui viennent à l'aide alimentaire ou financière, directement ou indirectement, aux démunis...

Si le mérite de toutes ces initiatives revient en premier lieu à tous les bénévoles, aux bienfaiteurs et donateurs, il revient également aux brigades communales de nettoyage ainsi qu'aux responsables locaux. « Une fois la pandémie endiguée, une priorité sera donnée à l'éducation sanitaire et d'hygiène à grande échelle et pour laquelle les efforts de tous les services et de la société civile doivent être conjugués ». C'est la vision à court terme du chef de la daïra qui reproche l'inaction par rapport à des pratiques courantes contraires aux règles d'hygiène.

TLEMCEN

14 personnes interpellées pour non-respect du confinement

Khaled Boumediene

Les deux premiers jours (dimanche et lundi derniers) de confinement et des mesures mises en place par les pouvoirs publics pour lutter contre la propagation du Covid-19, ont été marqués par l'interpellation de près de 14 personnes dans la ville de Tlemcen et dans le grand quartier populaire d'Abou-Tachfine, a-t-on appris auprès de la cellule de communication et des relations publiques

de la sûreté de la wilaya. Des procès-verbaux ont été dressés à l'encontre de ces contrevenants par les services de la quatrième, la sixième et la neuvième sûreté urbaine pour « violation délibérée des mesures de confinement, attroupement et trouble à l'ordre public », a-t-on ajouté. Par ailleurs, 03 motos et 02 véhicules légers ont été placés en fourrière à Tlemcen lors des contrôles effectués par les forces de l'ordre public, depuis l'instauration du confinement.

EL-BAYADH

Une dizaine de commerçants verbalisés

Hadj Mostefaoui

Dans le cadre de lutte contre la fraude, les policiers relevant de la brigade de l'environnement et de l'hygiène de la sûreté de wilaya d'El-Bayadh ont mené une vaste opération de contrôle dans les commerces de plusieurs artères de la ville. Ils ont saisi divers produits alimentaires de base frappés de péremption et

impropres à la consommation. Il s'agit d'une quantité de 90 kilogrammes de viande rouge provenant de l'abattage clandestin de cheptel non soumis au contrôle sanitaire d'usage, de 36 kilogrammes de beurre d'origine industrielle et 1.400 sachets de poivre noir. Pas moins d'une dizaine de commerçants ont été verbalisés. Ces derniers feront l'objet de poursuites judiciaires.

Selon l'OMS

Les masques seuls ne sont pas "la solution miracle" contre la pandémie

Les masques seuls ne sont pas "la solution miracle" contre la pandémie de Covid-19, et leur usage généralisé dans la population n'est justifié que si les autres mesures barrière sont impossibles ou difficiles à mettre en place, a estimé lundi le patron de l'OMS. "Il n'y a pas de réponse binaire, pas de solution miracle. Les masques seuls ne peuvent juguler la pandémie de Covid-19", a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus au cours d'une conférence de presse virtuelle depuis Genève. Outre que leur usage doit être réservé aux professionnels de santé dans un contexte de pénurie, il peut être "justifié" parmi la population si d'autres mesures comme le lavage des mains et la distanciation physique sont limitées par le manque d'eau ou la forte densité démographique, a-t-il ajouté. La diva pop américaine Lady Gaga est intervenue en direct lors de cette conférence de presse pour annoncer un concert diffusé à la télévision et en ligne le 18 avril sous la bannière "Un Monde: Ensemble chez soi", "en soutien aux professionnels de santé sur la ligne de front" de la lutte contre le nouveau coronavirus. Sont prévus lors de ce grand show inédit dans sa forme Andrea Bocelli, Chris Martin, David Beckham, Elton John, John Legend, Keith Urban, Lang Lang, Paul McCartney, Priyanka Chopra Jonas, Shah Rukh Khan et Stevie Wonder. Depuis son apparition en décembre en Chine, la pandémie de Covid-19 a fait plus de 70.000 morts dans le monde, dont 50.000 en



Europe. 1,25 million de cas ont été recensés au total sur la planète. Les Etats-Unis ont franchi lundi la barre des 10.000 morts, la France comptabilise près de 9.000 décès. Chômage, faillites et récession menacent dans des dizaines de pays confinés où l'économie est à l'arrêt.

PRUDENCE À L'OMS

Le débat sur le port du masque s'amplifie dans de nombreux pays occidentaux sous la pression d'une partie croissante de la population qui ne comprend pas pourquoi ils protègeraient les infirmiers mais pas les citoyens ordinaires. Vu d'Asie, où les masques chirurgicaux sont omniprésents, le retard des pays occidentaux est une aberration. Mais les autorités sanitaires aux Etats-Unis ou en France, ainsi que l'OMS, arguaient jusqu'à présent que le masque n'était pas nécessaire pour les personnes saines, sauf si elles étaient au contact de malades. Des études citées par les Académies américaines des sciences semblent converger vers l'hypothèse d'une possible transmission du virus par voie aérienne,

entre des personnes qui parlent ou respirent, et non plus seulement par les gouttelettes et postillons projetés lors d'un éternuement ou sur des surfaces. L'OMS a bien évoqué récemment cette hypothèse mais demeure prudente. Le Covid-19 "est d'abord transmis entre les personnes par des gouttelettes et un contact étroit avec des personnes malades ou des surfaces contaminées", a indiqué dimanche à l'AFP l'OMS, les gouttelettes "étant trop grosses pour être aéroportées pendant une longue période". Le président Donald Trump a annoncé vendredi soir qu'il était désormais officiellement conseillé aux Américains de se couvrir le visage hors de chez eux, pour aider à freiner les contagions. Les autorités sanitaires appellent la population à se couvrir le visage avec des masques artisanaux, des foulards ou des bandanas, afin de réserver les masques médicaux aux soignants. En France, la piste d'un déconfinement progressif fait son chemin, moyennant un dépistage massif, l'isolement des personnes fragiles et la généralisation du port du masque.

Boris Johnson en soins intensifs, choc au Royaume-Uni



La dégradation de l'état de santé de Boris Johnson, "stable" mardi après avoir été admis en soins intensifs, provoque un choc mardi au Royaume-Uni, où la pandémie de Covid-19 empire de jour en jour. L'hospitalisation du bouillonnant dirigeant conservateur de 55 ans, diagnostiqué positif au nouveau coronavirus le 27 mars, touche au plus haut le pays, l'un des plus durement frappés en Europe par le virus qui y a tué près de 5.400 personnes et contaminé officiellement plus de 50.000. "Il reçoit un traitement standard à

l'oxygène et respire sans aucune assistance. Il n'a pas eu besoin de ventilation mécanique ou d'aide respiratoire non invasive", a déclaré mardi son porte-parole. Le dirigeant est resté dans un état "stable" durant la nuit et "il garde le moral", a-t-il ajouté, promettant de fournir des mises à jour régulières sur la santé du Premier ministre. Plus tôt, un ministre de premier plan, Michael Gove, avait indiqué sur la radio LBC qu'il demeurait "sous étroite surveillance" et qu'un respirateur se trouvait à portée de main si nécessaire. Seul chef

d'Etat ou de gouvernement d'une grande puissance à avoir été contaminé, Boris Johnson est remplacé par son ministre des Affaires étrangères Dominic Raab, 46 ans. Jusqu'alors, il s'était efforcé de continuer à diriger depuis son appartement de Downing Street, où il était en quarantaine jusqu'à son hospitalisation dimanche pour des "examens". Mais son état s'est détérioré et il a été transféré lundi soir au service de soins intensifs de l'hôpital St Thomas, juste en face du Parlement de Westminster, dans le centre de Londres.

Alors que l'ancien maire de Londres ne souffre a priori pas d'autre pathologie si ce n'est des problèmes de poids, son état de santé suscite une forte inquiétude au Royaume-Uni. Sa fiancée Carrie Symonds, 32 ans, est enceinte et elle a indiqué avoir elle-aussi subi les symptômes du Covid-19. Le Royaume-Uni, après avoir tergiversé, a décrété un confinement général le 23 mars mais se montre souple pour permettre les sorties, pour faire de l'exercice notamment. Les parcs de Londres restent ouverts, se retrouvant parfois très fréquentés alors que le temps est devenu quasi estival.

Covid-19

Ryad prévoit jusqu'à 200.000 cas dans quelques semaines

L'Arabie saoudite prévoit jusqu'à 200.000 cas de contamination par le nouveau coronavirus dans quelques semaines, a déclaré mardi le ministre saoudien de la Santé "Les études prévoient que dans les quelques semaines à venir le nombre de cas va se situer entre un minimum de 10.000 à un maximum de 200.000", a déclaré le ministre Tawfiq al-Rabia, cité par l'agence officielle SPA.

L'Arabie saoudite a étendu lundi

un couvre-feu de 24 heures à plusieurs régions dont la capitale Ryad, pour limiter la propagation du nouveau coronavirus.

Selon le ministère de l'Intérieur, un couvre-feu de 24 heures est désormais appliqué dans plusieurs régions, y compris Ryad, Jeddah, Dammam et Tabouk. La circulation est aussi interdite entre de nombreux gouvernorats, a précisé le ministère sur Twitter.

Chine: aucun décès pour la première fois depuis le début de l'épidémie



La Chine n'a recensé aucun nouveau décès du Covid-19 au cours des dernières 24 heures, ont annoncé mardi les autorités, trois mois après le premier mort enregistré dans ce pays. Le géant asiatique, où le nouveau coronavirus est apparu fin 2019, avait fait état d'un premier décès le 11 janvier dernier. Depuis, 3.331 personnes ont succombé à la maladie dans le pays. Après avoir dépassé la centaine courant février, le nombre quotidien de nouveau décès s'est régulièrement réduit depuis pour tomber à un seul mort annoncé lundi par le ministère de la Santé, puis zéro mardi. Les nouveaux cas de contamination diminuent aussi constamment depuis début mars, mais le pays est confronté à une deuxième vague d'infections

importées de l'étranger, avec près d'un millier de cas cumulés, selon le ministère. L'organisme a fait état mardi de 32 nouveaux cas de contamination, tous d'origine importée. Les autorités ont aussi dénombré 30 nouveaux patients asymptomatiques, portant le total à 1.033.

La grande majorité des cas et des décès ont été enregistrés à Wuhan, la ville du centre du pays où le virus a fait son apparition l'an dernier avant de se répandre dans le monde entier, tuant plus de 70.000 personnes. Mise en quarantaine le 23 janvier, la ville doit lever ses mesures de confinement mercredi, les personnes en bonne santé étant en principe autorisées à quitter la métropole de 11 millions d'habitants.

Roumanie

Dix nouveau-nés positifs au coronavirus, enquête à la maternité

Dix nouveau-nés ont été testés positifs au Covid-19 dans une maternité de Roumanie, à Timisoara (ouest), après avoir sans doute été contaminés par des soignants, conduisant le ministère de la Santé à ouvrir une enquête. "Les mamans sont négatives, les bébés en revanche sont positifs", a déclaré tard lundi soir le ministre de la Santé Nelu Tataru, soulignant que les bébés avaient été "en contact avec le personnel médical". Les nouveau-nés sont en bonne santé et ne présentent pas de symptômes. Neuf d'entre eux et leurs mères ont quitté la maternité et ont été placés à l'isolement chez eux. Ils seront tous retestés dans les jours qui viennent, a précisé le ministre. Il a pointé du doigt "des défaillances dans l'activité, aussi bien des responsables de la maternité que de la direction locale de santé publique" (DSP) et promis des mesures sévères. "Depuis deux jours j'ai l'impression de vivre dans un film d'horreur", a confié l'une des mamans au site local

pressalert.ro. "Le personnel ne portait pas de masque. Nous avons appris de manière non officielle mercredi qu'il y avait un cas de coronavirus. Jeudi, l'hôpital a été désinfecté avec nous à l'intérieur", a-t-elle raconté. La maternité avait été placée en quarantaine pour une douzaine d'heures le 31 mars avant de rouvrir ses portes le lendemain sur ordre de la DSP qui avait estimé qu'il n'y avait "aucun risque de contamination pour les patients et les médecins", même si 13 membres du personnel médical avaient été testés positifs. Selon un communiqué du ministère, 49 nouveau-nés au total et leurs mamans avaient été testés dans cette maternité début avril. La Roumanie a pour l'instant recensé un peu plus de 4.000 cas de nouveau coronavirus, dont 176 décès. Environ 700 cas concernent des médecins et des infirmiers, alors que le personnel médical dénonce depuis des semaines l'insuffisance du matériel de protection.

Afrique et vaccin

L'OMS fustige des propos «racistes»
et une «mentalité coloniale»

Par Agnès Pedrero

L'échange télévisé entre deux scientifiques français s'interrogeant sur l'opportunité de tester en Afrique un vaccin contre le coronavirus continue de faire des remous: lundi, c'est le patron de l'OMS qui a fustigé des "propos racistes" et "une mentalité coloniale". "Ce genre de propos racistes ne font rien avancer. Ils vont contre l'esprit de solidarité. L'Afrique ne peut pas et ne sera un terrain d'essai pour aucun vaccin", a lancé Tedros Adhanom Ghebreyesus, ancien chef de la diplomatie éthiopienne, au cours d'une conférence de presse virtuelle depuis Genève. "L'héritage de la mentalité coloniale doit prendre fin", a-t-il ajouté, en réponse à la question d'un journaliste nigérian. M. Tedros n'a pas nommé les scientifiques en cause, mais une vive polémique a éclaté en France et en Afrique notamment après un échange entre un chercheur de l'Institut français de la recherche médicale (Inserm) et un chef de service d'un hôpital parisien le 1er avril sur la chaîne LCI. Dans cette séquence, Camille Locht, directeur de recherche à l'Inserm à Lille (nord de la France), était interrogé sur des recherches menées autour du vaccin BCG contre le covid-19. Invité en plateau, Jean-Paul Mira, chef de service de médecine intensive et réanimation à l'hôpital Cochin, lui demande: "Si je peux être provocateur, est-ce qu'on ne devrait pas faire cette étude en Afrique, où il n'y a pas de masques, pas de traitement, pas de réanimation, un peu comme c'est fait d'ailleurs sur certaines études avec le sida, ou chez les prostituées: on essaie des choses parce qu'on sait qu'elles sont hautement exposées. Qu'est-ce que vous en pensez?" Le chercheur répond: "Vous avez raison, d'ailleurs. On est en train de réfléchir en paral-



lèle à une étude en Afrique avec le même type d'approche, ça n'empêche pas qu'on puisse réfléchir en parallèle à une étude en Europe et en Australie". "Il est honteux et horrifiant d'entendre des scientifiques tenir ce genre de propos au 21ème siècle. Nous les condamnons dans les termes les plus forts", a tonné M. Tedros.

«COBAYES»

Ces échanges, pour lesquels les deux mis en cause ont depuis présenté leurs excuses, ont été condamnés par des associations les accusant de vouloir faire des Africains des "cobayes". Le ministère français des Affaires étrangères a déclaré qu'ils "ne reflétaient pas la position des autorités françaises". "L'Afrique n'est pas un laboratoire", a lancé la star ivoirienne du football Didier Drogba en dénonçant des "propos graves, racistes et méprisants". Le Club des avocats au Maroc a annoncé sur sa page Facebook son intention de "porter plainte pour diffamation raciale". Le porte-parole du président sénégalais Macky Sall a lui aussi pointé du doigt l'esprit relevant de "l'inconscient colonial". Rappelant que les tests seraient lancés dans plusieurs pays européens et en Australie, l'Inserm a indiqué sur Twitter que "l'Afrique ne doit pas être oubliée

ni exclue des recherches, car la pandémie est globale". Si l'Afrique a été pour l'instant moins touchée par le coronavirus que la Chine, le sud de l'Europe et les Etats-Unis, où le seul des 10.000 morts a été franchi lundi, de nombreux observateurs et acteurs craignent des effets dévastateurs de l'éventuelle propagation du virus. Allant dans le sens de l'Inserm, le responsable de la lutte contre la pandémie en République démocratique du Congo (RDC), Jean-Jacques Muyembe, a indiqué que le pays était prêt à accueillir les essais d'un futur vaccin, citant en exemple les vaccins utilisés à titre expérimental face à l'actuelle épidémie d'Ebola en passe d'être jugulée. "Peut-être vers le mois de juillet, août nous pourrions commencer déjà à avoir des essais cliniques de ce vaccin", a ajouté le virologue congolais, qui s'exprimait devant la presse au côté de l'ambassadeur américain en RDC Mike Hammer. Dans un communiqué des hôpitaux de Paris, Jean-Paul Mira a présenté ses "excuses les plus sincères" à "celles et à ceux qui ont été heurtés, choqués, qui se sont sentis insultés". Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA, gendarme des médias audiovisuels) a confirmé à l'AFP avoir été saisi par l'association SOS Racisme.

AFP

L'Espagne veut accélérer le revenu
universel à cause du coronavirus

Le gouvernement de coalition de gauche en Espagne veut accélérer la mise en place d'un "revenu universel", afin de soutenir les personnes laissées sans ressources par la pandémie de Covid-19. Aucun montant n'a encore été annoncé pour ce revenu garanti qui ne bénéficierait d'abord qu'à une partie de la population alors que l'Espagne, deuxième pays le plus endeuillé après l'Italie, a enregistré un record de 300.000 chômeurs supplémentaires en mars. "Il y a un large consensus" au sein du gouvernement et "nous sommes en discussion entre plusieurs ministères pour mettre au point la mesure", a déclaré mardi le ministre de la Consommation Alberto Garçon, issu du parti de gauche radicale Podemos qui gouverne en coalition avec les socialistes de Pedro Sanchez. "Nous allons le faire dès que possible", avait assuré la ministre socialiste de l'Economie Nadia Calviño dimanche

soir à la chaîne de télévision La Sexta. Le programme du gouvernement de coalition mentionnait déjà la création d'un "revenu minimum vital en tant que prestation de la Sécurité sociale". L'objectif désormais est d'en faire un instrument "utile" pour le problème "temporaire" du coronavirus et qu'ensuite "cela reste pour toujours, que cela devienne un élément structurel, permanent", a précisé la ministre. "C'était déjà une nécessité avant la crise, avec dix millions de citoyens en situation de risque de pauvreté et 30% de pauvreté infantile en Espagne", a souligné le ministre aux Droits sociaux et chef de Podemos, Pablo Iglesias. "Avec cette crise, la situation de risque est multipliée pour beaucoup de citoyens (...) Les gens dans les situations les plus fragiles, qui ont perdu leur emploi, qui ont du mal à payer leur loyer ou à acheter des aliments de première nécessité au

supermarché ne peuvent pas se permettre que le gouvernement ne prenne pas la situation à bras le corps", a-t-il ajouté. Les ministères concernés travaillent "pour préparer ce revenu minimum vital, voir s'il y a des complémentarités avec des instruments déjà existants, quelle est la population cible, en nous centrant beaucoup sur les familles mais en différenciant en fonction de chaque situation", a détaillé Mme Calviño, soulignant que ce revenu serait un "pilote" pour le futur revenu universel généralisé. Le gouvernement n'a pas évoqué de montant, mais selon le quotidien El País, il pourrait tourner autour des 440 euros mensuels. L'Espagne, où la population est strictement confinée depuis le 14 mars et au moins jusqu'au 25 avril, a également mis à l'arrêt toutes les activités économiques "non essentielles" pendant deux semaines, une hibernation qui doit prendre fin après Pâques.

La Chine devient le champion
des demandes
internationales de brevet

Par Agnès Pedrero

La Chine est devenue en 2019 le principal déposant de demandes internationales de brevet, raflant pour la première fois le titre aux Etats-Unis, a indiqué mardi l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Ompi), une agence de l'ONU basée à Genève. "En 1999, l'Ompi recevait 276 demandes en provenance de la Chine, contre 58.990 en 2019, soit 200 fois plus aujourd'hui qu'il y a 20 ans", a détaillé le directeur général de l'organisation, Francis Gurry, cité dans un communiqué. En conférence de presse, il a expliqué que cette nouvelle domination chinoise reflétait la volonté de Pékin de transformer l'économie du géant asiatique en "une économie à plus forte valeur ajoutée", soulignant qu'il s'agissait d'un "système d'innovation favorisé par l'Etat" dans lequel les subventions publiques jouent un rôle. Pour le patron de l'Ompi, "la croissance rapide de la Chine pour atteindre la tête du classement (...) met en lumière le déplacement de la géographie de l'innovation vers l'Est, les déposants asiatiques représentant désormais plus de la moitié de toutes les demandes", l'Europe et l'Amérique du Nord représentant chacune moins d'un quart de ces demandes. La Chine a ainsi mis fin au règne des Etats-Unis (57.840 demandes en 2019), qui dominaient le classement chaque année depuis la création du Traité de coopération en matière de brevets (PCT) de l'Ompi en 1978. Les deux grandes puissances sont suivies du Japon, de l'Allemagne, de la Corée du Sud et de la France. L'Ompi note également que la forte croissance des demandes internationales de brevet en Turquie a permis au pays de se classer dans le top 15.

HUAWEI

Dans son rapport annuel, l'Ompi relève aussi que pour la troisième année consécutive, le géant chinois des télécommunications, Huawei

Technologies, avec 4.411 demandes publiées, a été le principal déposant en 2019. Viennent ensuite Mitsubishi Electric Corp. au Japon, Samsung Electronics en Corée du Sud, Qualcomm Inc. aux Etats-Unis et Guang Dong Oppo Mobile Telecommunications en Chine. Lot de consolation pour les Etats-Unis, l'Université de Californie reste en tête du classement des établissements d'enseignement. Elle est suivie par l'Université de Tsinghua en Chine. La liste des 10 principaux établissements universitaires demandeurs de brevets internationaux comprend cinq universités des Etats-Unis, quatre de Chine et une de Corée du Sud. Globalement, les demandes internationales de brevet déposées par l'intermédiaire du PCT ont augmenté de 5,2% (265.800 demandes) en 2019, tandis que les demandes d'enregistrement international de marques par l'intermédiaire du système de Madrid ont augmenté de 5,7%. Les demandes de protection des dessins et modèles industriels dans le cadre du système de La Haye ont connu une croissance de 10,4%, marquant une nouvelle année record pour l'ensemble des services mondiaux de propriété intellectuelle de l'Ompi.

PANDÉMIE

Reste à savoir quel sera l'impact de la pandémie du nouveau coronavirus sur les demandes de brevets. Signalé fin décembre par la Chine, la maladie de Covid-19 s'est rapidement propagée dans le monde, faisant plus de 73.000 morts à ce jour et mettant à l'arrêt des pans entiers de l'économie. "L'impact sur les industries créatives, sur l'innovation va être extrêmement important", a souligné M. Gurry aux journalistes. Expliquant qu'il était encore trop tôt pour chiffrer cet impact, qui dépendra de l'intensité et de la durée de la crise, il a noté que les données préliminaires reçues par l'Ompi pour janvier, février et mars montraient un tassement de la croissance des demandes de brevets.

AFP

Etats-Unis

Un gigantesque incendie détruit
3.500 voitures dans un aéroport

Des voitures de location ont été détruites dans un incendie survenu à l'aéroport international du sud-ouest de la Floride, a indiqué lundi le service des sapeurs-pompiers. L'incendie qui s'est déclaré vendredi 3 avril n'a touché qu'une

vingtaine de véhicules au début. Avant d'être maîtrisé, le feu avait détruit plus de 3.500 voitures, a fait savoir un porte-parole des autorités locales. Aucune victime n'est à déplorer. Les causes de l'incendie sont en train d'être établies.

De l'écorce de quinquina à l'hydroxychloroquine

En période de pandémie, les gens se voient comme des noyés à la recherche désespérée d'une bouée de sauvetage. L'annonce de la possibilité de traitement par l'hydroxychloroquine a conféré, en quelques jours, à ce produit, oublié depuis longtemps, la place de vedette ou de médicament miracle. S'il est encore trop tôt pour crier victoire, il est peut être utile d'expliquer d'où vient ce produit, quels sont ses effets et pourquoi sa prescription suscite autant de polémique ?

Par Mostéfa Khiati *

La chloroquine (ou chloroquinine) est un substitut synthétique de la quinine alors que l'hydroxychloroquine est une molécule qui dérive de la chloroquine.

Avant sa synthèse chimique, la quinine était extraite d'un arbre appelé le quinquina qui est un petit arbre de la famille des Rubiacées. L'écorce de cet arbre est un véritable réservoir de produits médicamenteux : des alcaloïdes quinoléiques, dont la quinine et la quinidine, des alcaloïdes indoliques, telle la cinchonamine, des composés phénoliques, les cinchonaines, des proanthocyanidols, des acides organiques dont l'acide quinique, des saponosides triterpéniques amers dont la quinovine, des anthraquinones et une essence aromatique.

L'ÉCORCE DE QUINQUINA, L'ANCÊTRE DE LA CHLOROQUINE

Le quinquina est un arbre qui pousse au Pérou. Son écorce était utilisée par les autochtones pour lutter contre les fièvres. Les Espagnols qui avaient occupé le pays s'aperçurent de ses vertus thérapeutiques et des jésuites espagnols ont importé ce remède en Europe, au milieu du XVIIe siècle, où il a commencé à être connu sous le nom d'écorce ou 'poudre des jésuites'.

Déjà à cette époque, l'écorce de quinquina était bien connue des médecins du Maghreb. Les auteurs arabes en ont, en effet, beaucoup parlé, malheureusement les écrits les plus intéressants sur le sujet ont été détruits ou perdus. Le seul écrit explicite est dû à Abderrezek Ibn Hamadouche El Djazairi, médecin du XIIe siècle de l'hégire (XVIIe siècle), qui peut être considéré comme le plus grand médecin algérien de l'époque ottomane. Plusieurs travaux lui ont été consacrés notamment par L. Leclerc (Histoire de la médecine arabe) et G. Colin (Abderrezak El Jezaïri, un médecin arabe du XIIème siècle de l'hégire, thèse de Med., Montpellier 1905), mais c'est surtout à Abou El-Kacem Saadallah (le médecin voyageur : Ibn Hamadouche El Jazaïri, Ed OPU, Alger 1982), qu'on doit la connaissance de ce grand savant.

L'auteur de l'Histoire culturelle de l'Algérie n'hésite, d'ailleurs, pas à le comparer à Galilée et à Newton, pour l'esprit de révolte contre les critères de son temps et les conceptions scientifiques de l'époque.

Ibn Hamadouche a écrit un grand livre en médecine qu'il a intitulé El Jawhar El Makroun Min Bahr El Kanoun (les perles cachées de l'océan du Canon). Ce livre, comme l'a expliqué son auteur dans sa « Rihla », est composé de quatre tomes. Seul le dernier volume nous est parvenu. Dans son introduction, l'auteur a expliqué les propriétés générales et les classes des médicaments. Il a aussi cité les maladies et les traitements correspondants. Il s'intitule « Kechf Er Roumouz Fi Charh El Aquarir Ouel Aâchab » (Révélation des énigmes et exposition des drogues et des plantes).

Ibn Hamadouche souffrait de paludisme connu à l'époque sous forme de fièvres récurrentes. Il en a composé un poème qui décrit ce type de fièvres. Dans un autre livre relatant sa « Rihla », il décrit comment il a été pris de fièvre et de refroidissements. Il s'en est allé acheter, à Fès, où il séjournait, de l'écorce de quinquina qu'il s'est administrée à deux ou trois reprises avec du café avant de se cou-

cher. Le lendemain, il s'est mieux senti et a pu continuer ses occupations. Ce passage du livre de la 'Rihla' d'Ibn Hamadouche, témoigne de la connaissance de la maladie et de son traitement au Maghreb. Les médicaments, dans ce cas précis l'écorce de quinquina utilisée, étaient disponibles et vendus chez des apothicaires maghrébins.

A cette époque les fièvres récurrentes, désignées aujourd'hui sous le nom de paludisme ou de malaria, étaient bien connues, endémiques dans les plaines de la Mitidja, elles sévissaient aussi dans la partie nord du pays et dans le monde depuis l'antiquité. Augustin, l'évêque d'Hippone est mort probablement de paludisme. D'autres célébrités ont également été atteintes, on citera à titre d'exemple Alexandre le Grand, qui a rattaché l'Egypte à la Grèce, a été tué par la maladie en 323 avant J.C., le président américain Georges Washington en a été malade, de même que Louis XIV qui a été traité par l'écorce de quinquina par un Anglais, lord Talbot.

Vers la fin du XVIIIe siècle, les Hollandais ont planté le quinquina aux Pays Bas et sont devenus les principaux distributeurs du produit dans le monde jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Sur ces faits, deux pharmaciens français Joseph Pelletier et Joseph Bien-Aimé Caventou isolent en 1820 l'alcaloïde actif de l'écorce de quinquina. L'ancienne forme abrégée de quinquina, quina, a servi à former la quinine. (1820)

A cause de son goût amer, Ibnou Hamadouche l'utilisait avec du café très fort. En Europe, mais également en Algérie au cours du XIXe siècle, elle était administrée le plus souvent avec du vin. Le Gin anglais "Indian Tonic" tire son origine de ce mélange quinine-gin, administré aux soldats de sa majesté dans l'Inde britannique. Jusqu'au début du XXe siècle, la prescription de quinine n'était pas codifiée et variait suivant le médecin prescripteur.

L'histoire de l'Algérie reste liée au paludisme et à la quinine. D'abord, c'est à Constantine qu'un médecin militaire français, Alphonse Laveran (1845-1922), découvre le parasite responsable de l'infection ou hématozoaire, ce qui lui vaudra en 1907, le prix Nobel de médecine. C'est ensuite, un autre médecin militaire français, François Maillot (1804-1894) qui réussit, à Annaba, à réduire la mortalité liée au paludisme en traitant les malades avec de fortes doses de sulfate de quinine. Cette avancée médicale a été considérée comme décisive par les historiens coloniaux car elle a relancé l'appétit de colonisation à une période où le débat sur l'utilité de conserver la domination française sur l'Algérie était en vogue, motivée par le nombre impressionnant de décès de militaires par fièvre. La quinine a été largement utilisée durant la campagne de colonisation, on parlait que 'quininisation' des troupes.

LA CHLOROQUINE ET L'HYDOXYCHLOROQUINE: DES PRODUITS DE SYNTHÈSE

Le traitement moderne du paludisme n'apparaît, cependant, qu'au début du XXe siècle. Les produits de synthèse font leur apparition durant la Première Guerre mondiale : synthèse des amino-8-quinoléines. En 1924, l'Atebrine est produite. Elle est largement utilisée en Asie du sud-est, au cours de la Seconde Guerre mondiale, la Plasmoquine molécule allemande est reprise en France sous le nom de Praequine en 1931, la Primaquine est syn-

thétisée aux Etats-Unis, en 1950. La Quinacrine est disponible, en 1934, elle est utilisée en Afrique du Nord, lors de la Seconde Guerre mondiale. Les amino-4-quinoléines sont mises au point en 1930-1940. La chloroquine (Nivaquine) produit synthétique est produite à partir de 1934. Le proguanil (Paludrine) et le chorproguanil (Lapudrine) sont synthétisés en 1945 et sont utilisés dans le traitement du paludisme à plasmodium falciparum. Lamodiaquine (Flavoquine) est découverte en 1944, elle est suivie en 1946 par le proguanil (Paludrine) qui appartient à la classe des diguanides. L'halofantrine (Halfan) qui appartient aux phénanthrènes-méthanol est synthétisée, entre 1941-1945 et est utilisée en thérapeutique, à titre curatif, à partir de 1971. Au cours de la guerre du Vietnam (1971), ont lieu les premiers essais cliniques de la méfloquine (Lariam), elle est introduite en thérapeutique et dans la prévention du paludisme, en 1986.

En résumé, les deux premiers antipaludéens de synthèse, la chloroquine (Nivaquine) et l'hydroxychloroquine (Plaquenil), ont été mis au point par des chimistes allemands, dans la période séparant les deux guerres mondiales. Lorsqu'à partir des années 60, des résistances ont commencé à se multiplier vis-à-vis des antipaludéens de synthèse, le paludisme était concentré, principalement, en Afrique et les grands laboratoires de médicaments, très intéressés par le gain, ont abandonné la recherche pour trouver de nouveaux médicaments efficaces contre le paludisme qui continue à tuer. Selon le dernier rapport sur le paludisme, dans le monde, publié par l'OMS, en décembre 2019, il y a eu 228 millions de cas de paludisme, en 2018, le nombre de décès est estimé à 405.000, la même année.

Si les travaux de recherche pour la mise au point de nouvelles molécules marque le pas, les laboratoires cherchent à trouver d'autres indications pour les molécules classiques. C'est ainsi que de nouvelles propriétés ont été identifiées pour de nombreux médicaments et notamment pour la chloroquine (Nivaquine) et l'hydroxychloroquine (Plaquenil) qui se sont révélées avoir des propriétés anti-inflammatoires, elles ont été utilisées dans le traitement du lupus et de la polyarthrite rhumatoïde ainsi que pour prévenir les allergies provoquées par le soleil (lucites)...

Reputée mieux supportée que la chloroquine et ayant moins d'effets secondaires l'hydroxychloroquine est seule utilisée en Europe, pour les deux pathologies précédemment citées. Cependant en Afrique, la chloroquine est toujours utilisée parce que moins chère, ses effets morbides n'ont pas été étudiés sur de larges échelles. L'hydroxychloroquine reste utilisée comme traitement préventif du paludisme pour les expatriés, les militaires et les diplomates notamment européens et américains, en Afrique, donc par plusieurs milliers de personnes.

HYDROXYCHLOROQUINE ET CORONAVIRUS

Face aux épidémies meurtrières qui ont touché le monde ces 20 dernières années, notamment le SRAS-Cov-1 (2002-2003), le MERS en 2009 et la fièvre 'Ebola' (2014), les chercheurs étaient désarmés contre ces viroses qu'aucun des médicaments connu ne semble arrêter.

Certains antiparasitaires qui agissent sur les cellules infectées ont retenu l'at-

tention des chercheurs, il s'agit notamment de l'hydroxychloroquine et de façon moindre de la ivermectine, toutes deux approuvées par la FDA. L'hydroxychloroquine pourrait diminuer la charge virale en détruisant les cellules infectées. Elle pourrait également avoir un effet négatif sur la liaison entre le virus et son récepteur sur les cellules à infecter.

Son utilisation est facile, elle est prise par la bouche sous forme de comprimés, elle est absorbée au niveau de l'intestin grêle de façon rapide et presque dans sa totalité. La concentration la plus élevée dans le sang est atteinte en moyenne entre 2 et 6h après la prise.

Des expérimentations et des essais sont menés, un peu partout, dans le monde et les résultats commencent à être publiés :

-Le 4 février 2020, des chercheurs réussissent à démontrer in-vivo que la chloroquine empêchait les étapes d'entrée et de sortie du virus 'Sars-CoV-2' dans et des cellules cultivées in vitro entraînant la multiplication du virus. (Article publié par le journal scientifique Cell Research) -Le 19 février 2020, des chercheurs s'accordent à reconnaître à l'hydroxychloroquine une apparente efficacité et une tolérance acceptable. (Article publié dans la revue Bioscience Trends) Cette reconnaissance de base provient de résultats non publiés encore de 15 études cliniques chinoises menées dans 10 hôpitaux de Wuhan, Jingzhou, Guangzhou, Beijing, Shanghai, Chongqing et Ningbo.

-Le 16 mars 2020, le Pr Didier Raoult, directeur de l'Institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infection de Marseille (Bouches-du-Rhône), publie sur le Net une étude portant sur 20 patients atteints de Covid-19 et soumis à un traitement comportant 600 mg d'hydroxychloroquine, par jour, associés à de l'azithromycine (antibiotique de la famille des macrolides). Les résultats sont considérés comme satisfaisants.

-Le 27 mars 2020, le Pr Didier Raoult publie une nouvelle étude portant sur 80 malades 'Covid-19', qui confirme les résultats précédents. Les patients suivis étaient âgés de 18 à 88 ans, avec un âge moyen de 52 ans. 57 % d'entre eux présentaient au moins un facteur de risque favorisant une forme grave ou sévère de 'Covid-19' (Diabète, Hypertension, maladie respiratoire chronique...). Les patients ont reçu 3 prises de 200 mg d'hydroxychloroquine, pendant 10 jours et 500 mg d'Azithromycine, le 1er jour puis 250 mg par jour pendant 4 jours. L'évolution a été favorable pour 65 patients, soit 81 % de la population étudiée, qui sont sortis de l'hôpital au bout de 5 jours seulement. 15 % du groupe ont eu besoin d'oxygénothérapie. Trois patients ont dû être transférés dans une unité de soins intensifs. Un décès a été enregistré, il s'agit d'un patient de 86 ans. Après 7 jours de traitement, la charge virale nasopharyngée chez 83 % des malades s'est négativée, après 8 jours, le taux est passé à 93 %. « Une baisse franche est observée après 6 jours de traitement. Après 10 jours, seulement 2 patients étaient toujours présumés contagieux ». L'étude conclut à une efficacité potentielle du traitement dans la diminution précoce de la contagiosité.

L'ESSAI EUROPÉEN «DISCOVERY»

Le 22 mars 2020, un grand essai clinique européen baptisé 'Discovery' est

lancé, il concerne 7 pays (France, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Royaume-Uni, Allemagne et Espagne) et intéresse 3.200 patients. Il devait comporter 4 « branches » :

Un groupe des patients traités de façon « standard », constituant un groupe témoin.

Un 2e groupe traité avec du Remdesivir, un médicament antiviral utilisé contre Ebola. Un 3e groupe est mis sous Lopinavir en combinaison avec le Ritonavir, traitement utilisé dans la lutte contre le VIH.

Un 4e groupe est soigné comme le 3e groupe mais à qui on ajoute l'interféron bêta - une protéine d'origine naturelle produite par l'organisme en réponse aux infections.

Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement français a demandé d'ajouter un 5e groupe qui est soumis à l'hydroxychloroquine seule.

Cet essai présente plusieurs écueils dont notamment :

-Il ne s'agit pas d'une étude en double aveugle randomisée car il n'y a pas d'utilisation de placebo. Cette distorsion aux règles d'essai est motivée par l'urgence sanitaire.

-Le protocole prévu pour l'hydroxychloroquine n'associe pas l'azithromycine.

-Le traitement par l'hydroxychloroquine vise en priorité les personnes atteintes de formes les plus sévères, c'est-à-dire celles se trouvant en soins intensifs ou en réanimation. Ici le médicament n'est donc pas utilisé pour son action sur la charge virale mais apparemment pour lutter contre l'inflammation chez des malades qui ont une partie de leurs poumons détruite.

-Le dernier problème est représenté par le choix du groupe thérapeutique laissé au malade. Une enquête montre que 59 % des Français sont pour l'hydroxychloroquine.

(www.leparisien.fr). Le recrutement de patients à qui on propose un autre traitement que l'hydroxychloroquine risque d'être difficile à honorer.

EMPLOI DE L'HYDROXYCHLOROQUINE

L'étude marseillaise montre que le traitement doit commencer dès le diagnostic posé. Il paraît recommandé même chez les porteurs sains pour diminuer la contagiosité. Il convient cependant de remarquer que l'hydroxychloroquine est un produit très toxique, il est dit « à marge thérapeutique étroite », c'est-à-dire que la dose efficace et la dose toxique sont relativement proches. Il convient donc de le donner sous surveillance médicale. Il ne peut être auto-utilisé à titre préventif.

La chloroquine et l'hydroxychloroquine lorsqu'elles sont utilisées au long court risquent d'entraîner de nombreux effets indésirables dont les plus importants sont une atteinte ophtalmologique, une atteinte hépatique ou une atteinte rénale. Lorsqu'elles sont utilisées sur de courtes périodes comme dans le cas des patients atteints du Sars-CoV-2, le risque le plus important est cardiaque ; ces médicaments perturbent le rythme cardiaque et risquent d'entraîner un arrêt cardiaque.

CONCLUSION

Il est encore très tôt pour affirmer si l'hydroxychloroquine est un traitement adapté au 'Covid-19'. Cependant, les premiers résultats obtenus par les équipes chinoises, marseillaise, mais aussi par les équipes marocaine et algérienne, sont encourageants. Son utilisation a ouvert des perspectives encourageantes dans la lutte contre la pandémie du 'Covid-19'. Néanmoins, il convient de l'utiliser avec prudence étant donné ses effets secondaires, encadré notamment par une surveillance électrique du cœur et le dosage du potassium dans le sang, avant et au cours de son emploi.

* Professeur Enseignant chercheur

JM Oran-2022

Des ambitions revues à la hausse

Le Comité d'organisation des jeux méditerranéens (COJM) d'Oran profitera du report à l'été 2022 de la 19e édition prévue initialement pour l'été 2021 pour «revoir ses ambitions à la hausse», a indiqué mardi le directeur général de cet organisme. «Le COJM travaillera encore davantage pour revoir ses ambitions à la hausse évidemment. Nos tâches sont connues, les défis identifiés et le but étant d'organiser une compétition de haute volée», a écrit Salim Iles dans une lettre publiée sur la page officielle de son instance sur Facebook. La 19e édition des jeux méditerranéens a été renvoyée au 2022 suite à une décision commune prise la semaine dernière par le ministre de la Jeunesse et des Sports, Sid Ali Khaldi et le comité international des jeux (CIJM), en

raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19) qui secoue le monde entier et qui a contraint les différentes instances sportives internationales à reporter toutes ses épreuves programmées pour l'été prochain, y compris les jeux olympiques (JO) de Tokyo, rappelle-t-on. «La semaine dernière a été charnière. Les Jeux méditerranéens prévus en 2021 à Oran ont été, sagement, reportés d'une année. La pandémie a eu raison de tous les calendriers sportifs de l'année en cours, et plus précisément les JO de Tokyo qui ont eu un impact direct sur nos Jeux», a ajouté Salim Iles, tout en précisant que l'année de préparation supplémentaire dont disposera son comité «est loin de constituer une amertume, ni d'ailleurs un motif d'autosatisfaction». L'ancien champion algérien en

natation s'est engagé, en outre, à ce que le COJM «travaille comme il l'a fait jusqu'à présent d'arrachepied pour atteindre son objectif», sollicitant au passage l'implication de la population oranaise pour réussir sa mission. Soulignant que cette manifestation «est une opportunité, sans nulle autre pareille, pour nous tous afin de faire de cette étape d'Oran une référence dans l'histoire des Jeux Méditerranéens», Salim Iles s'est dit conscient de la nécessité de «redoubler d'effort, ensemble et non séparément, car les attentes et les espoirs sont encore grands». Il a conclu sa lettre en s'adressant aux Algériens pour leur conseiller «de rester chez eux et de ne pas s'aventurer inutilement à l'extérieur», estimant que «chaque pas dehors est synonyme de risque de se faire contaminer par le Covid-19».

MC Oran

Mecheri contre l'annulation de la saison



L'entraîneur du MC Oran, Bachir Mecheri, a plaidé pour l'achèvement de l'édition actuelle du championnat de Ligue 1 de football «lorsque les conditions le permettront», se disant contre l'idée d'an-

nuler la saison, actuellement suspendue en raison du coronavirus.

«Certes, tous les indices montrent que le championnat ne va pas reprendre de sitôt, mais personnellement je ne suis pas de l'avis de ceux

qui appellent à décréter une saison à blanc», a déclaré Mecheri.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) vient de prolonger pour une deuxième période et jusqu'au 19 avril la suspension des compétitions sportives dans le cadre des mesures préventives contre la propagation du coronavirus. «En pareille conjoncture que le monde entier traverse, il est insensé bien sûr de parler de football. Nous prions chaque jour pour qu'on s'en sorte dans les meilleurs délais et avec moins de dégâts, mais j'espère qu'on n'ira pas jusqu'à décréter une saison blanche», a encore dit le technicien du MCO. Estimant que rien ne remplace la compétition.

Par ailleurs, la direction du MCO a annoncé avoir contribué avec «un montant symbolique» dans l'opération de collecte de fonds pour lutter contre la propagation de la pandémie de coronavirus, rappelant que la situation financière «très difficile» qu'elle traverse ne lui permet pas «de contribuer avec un apport conséquent».

JS Saoura

Zerouati lance un appel de solidarité nationale

Le porte-parole et homme fort de la JS Saoura, Mohamed Zerouati a lancé un appel à contribution financière des opérateurs économiques et hommes d'affaires de la région, au titre de la campagne de solidarité nationale pour la prévention et la lutte contre le coronavirus (Covid-19). «Personnellement, je suis prêt à contribuer avec un montant important dans le cadre de cette campagne et je fais appel aux autres opérateurs économiques privés pour qu'ils apportent leur con-

tribution financière à la campagne de solidarité nationale pour la prévention et la lutte contre le coronavirus», a-t-il affirmé à travers la page Facebook de son club de Ligue 1 de football. «Le pays a besoin de l'apport de chacun de nous pour faire face à cette pandémie, et nous devons pour cela être présents», a-t-il insisté. Auparavant, la direction du club de la Saoura avait mis à la disposition de la direction locale de la Santé, les locaux de son académie de football, comme lieu de mise

en quarantaine des cas suspects de Covid-19, «avec prise en charge complète par la direction de la JSS». Outre cet appel de Zerouati, plusieurs secteurs se sont impliqués dans la prévention et la lutte contre le coronavirus, comme celui de la Formation et de l'Enseignement professionnels et l'Ordre des pharmaciens, par le lancement de la fabrication de masques de protection appelés à être distribués à la population, selon des responsables locaux de ces structures.

Judo - Championnats d'Europe

La compétition reportée à début novembre

Les Championnats d'Europe de judo, initialement prévus début mai à Prague et décalés une première fois à mi-juin, ont à nouveau été reportés à début novembre, en raison de la pandémie de Covid-19, a annoncé lundi la Fédération européenne (EJU). La compétition continentale se tiendra du 8 au 10 novembre à Prague, a indiqué l'EJU, précisant que ces dates doivent toutefois être confirmées, en fonction de négociations avec l'Arena de Prague, où l'événement doit être organisé. La Fédération internationale de judo (IJF) a déjà suspendu toutes ses compétitions au moins jusqu'au 30 juin 2020. Les Championnats d'Europe étaient initialement programmés du 1er au 3 mai dans la capitale tchèque.



Attribution des Mondiaux au Qatar et à la Russie

D'autres dirigeants de la FIFA impliqués

La FIFA est toujours dans le viseur de la justice américaine. Cette dernière a rendu public un rapport de 70 pages dans lequel elle met en exergue des affaires de corruption de certains dirigeants. Le Paraguayen Nicolas Leoz, ancien chef de la Conmebol (la Confédération sud-américaine) et ex-vice-président de la FIFA, qui est mort en août dernier à l'âge de 90 ans, Ricardo Texeira (72 ans), ex-président de la Fédération brésilienne et son homologue argentin, Julio Grondona, également ancien vice-président de la FIFA et décédé en 2014, ont tous touché des pots-de-vin lors des attributions des coupes du Monde 2018 et 2022 en Russie et au Qatar. D'après le procureur de Brooklyn, Richard Donoghue, ces versements ont été effectués avec l'aide d'un système sophistiqué de sociétés-écrans. Déjà cité régulièrement dans ce FIFAgate, Jack Warner, ancien président de la Confédération d'Amérique du Nord, Centrale et des Caraïbes (Concacaf) a reçu 5 millions de dollars pour voter en faveur de la Russie.

Son collègue du Guatemala Rafael Salguero a lui perçu un million de dollars. Enfin, d'anciens dirigeants de médias et de marketing sportif sont également accusés par la justice américaine. Il s'agit de deux anciens cadres de 21st Century Fox, Hernan Lopez et Carlos Martinez. La firme avait obtenu les droits de diffusion des deux coupes du monde.

Il existe un dernier homme. Gerard Romy, ex-directeur général et co-fondateur de Mediapro, la société qui diffusera la Ligue 1 sur la période 2020-2024. Hier, les autorités russes ont démenti avoir versé des pots-de-vin à des dirigeants de la FIFA pour obtenir le droit d'organiser le Mondial-2018. «La Russie a reçu de façon tout à fait légale le droit d'organiser la Coupe du monde. Ce n'est pas lié à de quelconques pots-de-vin, nous démentons cela catégoriquement», a affirmé aux journalistes le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. «La Russie a organisé la meilleure Coupe du monde de football de l'Histoire. Nous en sommes fiers», a-t-il ajouté.

Espagne

Le Real ne veut plus de Cristiano Ronaldo

Alors que la presse italienne spéculait sur un possible retour de l'attaquant de 35 ans au Real Madrid, en cas de départ de la Juventus Turin en fin de saison, le quotidien espagnol Marca assure que les chances de revoir «CR7» chez les Merengues sont «absolument nulles». Le journal madrilène a eu la confirmation qu'un retour de Ronaldo n'est pas envisagé. «Cela ne rentre pas dans la politique sportive du club», assure-t-on au sein de la Casa Blanca. Le président Florentino Pérez tient le Portugais en haute estime «mais son temps est passé et les objectifs sportifs sont différents», expliquent des sources bien placées

au sein de la direction madrilène. Le Real Madrid est davantage tourné vers le recrutement de jeunes joueurs pour assurer l'avenir. Sa grande priorité dans le secteur offensif reste le transfert de Kylian Mbappé (21 ans), sous contrat jusqu'en juin 2022 avec le PSG. A priori, les Merengues veulent patienter jusqu'en 2021 pour profiter de la situation contractuelle du Parisien. Forcée de réduire ses dépenses, la Juve envisage de se séparer de sa superstar si celle-ci n'accepte pas une baisse de son salaire, estimé à environ 5 M euros brut par mois. En cas de vente, la Vieille Dame espère récupérer 70 millions d'euros.

Milan AC

Bennacer veut encore progresser



L'international algérien du Milan AC (Serie A), Ismail Bennacer, a affirmé qu'il devait «faire encore mieux» sous les couleurs de son nouveau club qu'il a rejoint durant l'intersaison. «Lorsque vous voyez le logo de Milan et les sept Ligues des champions sur l'épaule, il est évident que vous voulez bien faire, je sais que je dois faire encore mieux. Je suis très heureux d'être ici», a déclaré le

meilleur joueur de la dernière Coupe d'Afrique des nations au micro de Milan Channel. L'international algérien, qui a difficilement décroché une place de titulaire en début de saison, a réussi après le départ de Marco Giampaolo à s'imposer comme une pièce maîtresse dans les plans de Stefano Pioli. Il est désormais considéré comme l'un des meilleurs joueurs du club lombard cette saison.

2

10.20 Les Z'amours
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.50 Film non communiqué
14.35 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
17.00 Tout le monde a son mot à dire
17.35 N'oubliez pas les paroles
18.55 Météo 2
19.00 Journal 20h00

20.00 Vivre sans eux



Téléfilm dramatique - France - 2017
Avec Bernard Le Coq, Esther Garrel, Grégory Montel, Lilou Fogli, Cécile Fissera
Martin Calbert ne parle plus à son fils, Aurélien... depuis onze ans ! Un jour, Aurélien décide de reprendre contact avec son père et lui donne rendez-vous dans la magnifique demeure de son ami. Mais lorsque Martin s'y rend, il se retrouve face à d'autres propriétaires, Olivier et Solène Maclair, qui lui assurent que le couple est parti en vacances à l'étranger.

3

10.05 Ensemble c'est mieux !
11.25 12/13 : Journal national
11.54 Météo
12.50 Un cas pour deux
15.00 Un livre, un jour
15.05 Des chiffres et des lettres
15.40 Personne n'y avait pensé !
16.20 Slam
17.00 Questions pour un champion
18.30 19/20 : Journal national
19.15 Zorro
19.40 Plus belle la vie

20.05 La carte aux trésors



Présenté par Cyril Féraud
Dans ce nouveau numéro, les deux candidats Pauline et Jérémy ont pour terrain de jeu les eaux turquoises de la Polynésie française, ensemble d'archipels français du Pacifique sud. Le tandem va devoir résoudre des énigmes pour trouver le fabuleux trésor, entre Tahiti et ses îles. Pauline et Jérémy s'élancent alors dans un gigantesque jeu de piste qui les fait plonger dans le lagon de Moorea et partir à la rencontre des Polynésiens qui tentent de sauver - à leur manière - les magnifiques récifs coralliens.

4

10.00 Il était une fois... la vie
10.20 Yétili
10.45 Voici Timmy
11.00 Apprends avec Timmy
11.30 Petit Malabar
11.40 Bitz et Bob
11.50 Géo Jet
12.30 C'est toujours pas sorcier
13.00 Les cours Lumni - Collège
15.45 La maison Lumni, l'émission
16.30 Minikeums
19.10 Une saison au zoo

20.05 Rien que pour vos yeux



Film d'action - Grande-Bretagne - 1981
Avec Roger Moore, Jack Hedley, Carole Bouquet, Julian Glover
Un navire espion de la Royal Navy a été la cible d'une attaque en mer Ionienne. Il était équipé d'un émetteur qui contrôle une partie de la flotte nucléaire britannique. Peu de temps après, sir Havelock, l'archéologue chargé de retrouver l'épave par les services secrets, est assassiné. James Bond est envoyé en Espagne sur la piste du tueur.

5

09.10 L'Italie vue du ciel
09.45 La maison Lumni
10.40 Culottées
10.45 La quotidienne
12.40 Le magazine de la santé
14.05 Jean-Michel super caribou
15.00 Les as de la jungle à la rescousse
15.55 C'est toujours pas sorcier
16.30 C à dire ?!
16.45 C dans l'air
18.00 C à vous
19.00 Les 100 lieux qu'il faut voir
19.50 La grande librairie
21.30 C dans l'air
22.40 C à vous

arte

09.20 La mobilité du futur dans nos villes
10.15 Richard Sorge
11.20 La route de la Soie et autres merveilles
11.50 Arte journal
12.00 Arte regards
12.35 Walk the Line
15.30 Invitation au voyage
16.10 X-enius
16.45 Sur les chemins de Saint-Jacques
17.10 Le retour de la nature sauvage
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes
19.53 Tu mourras moins bête
19.55 Marie-Thérèse d'Autriche

08.35 Si près de chez vous
12.35 Crimes et faits divers : la quotidienne
13.55 Si près de chez vous
15.15 Les anges de la télé réalité 5
18.40 The Big Bang Theory



20.05 F.B.I. : portés disparus



CANAL+
family 19.50

THE GREEN HORNET

Film d'action - Etats-Unis - 2011
Avec Seth Rogen, Cameron Diaz, Jay Chou, Christoph Waltz
Fils de James Reid, magnat de la presse, Britt a toujours vécu dans l'ombre de son père. Quand ce dernier décède dans des circonstances étranges, Britt hérite de son empire. Il se lie d'amitié avec Kato, l'ex-homme de main de James. Le hasard les amène à intervenir sur une scène de braquage où Kato met hors d'état de nuire plusieurs malfaîtres. Britt décide qu'ils formeront dorénavant un duo de justiciers masqués.

CANAL+
CINEMA 19.50

LA MULE



Drame - Etats-Unis - 2018
Avec Clint Eastwood, Bradley Cooper, Taissa Farmiga, Michael Peña
En 2005, à Peoria, dans l'Illinois, Earl Stone, horticulteur vedette dans plusieurs congrès spécialisés, ne croit pas en l'essor d'internet. Plus passionné par son métier que par sa famille, il n'assiste pas au mariage de sa fille Iris. Dix ans plus tard, le même Earl, ruiné par la concurrence des horticulteurs en ligne, se rend à l'anniversaire de sa petite-fille Ginny, sur le point de se marier. Mais le nonagénaire désormais sans emploi est très mal reçu par sa fille et par son ex-épouse Mary.

RTL9 19.45

LA MACHINE À EXPLORER LE TEMPS



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2002
Avec Guy Pearce, Sienna Guillory, Mark Addy, Samantha Mumba
New York, 1899. Hartdegen, un éminent physicien, fait la connaissance d'Emma, une charmante demoiselle. Un soir, à Central Park, il lui offre une bague de fiançailles. Un voyou tente de voler le bijou. Mais Emma se débat. Un coup de feu retentit. Emma meurt. Refusant cette fatalité, le savant met au point une machine à explorer le temps afin de changer le cours des événements.

TÉLÉVISION

TF1

20.05 Grey's Anatomy



Série hospitalière - Etats-Unis - 2019
Saison 16 - Episode 9
- De la part de Cristina

Avec Ellen Pompeo, Camilla Luddington, Jesse Williams, Giacomo Gianniotti
Le Dr Cormac Hayes arrive comme nouveau chef de la pédiatrie au Grey Sloan Memorial Hospital, tandis que Meredith reprend son poste. Jo travaille comme bénévole auprès de bébé abandonné à la Station 19, la caserne des pompiers, en attendant que les services sociaux fassent le nécessaire.

6

20.05 Top chef



Saison 11 - Episode 8

Présenté par Stéphane Rotenberg, Hélène Darroze, Philippe Etchebest, Michel Sarran, Paul Pairet

Les candidats en lice cuisinent d'abord main dans la main. Puis, ils deviennent adversaires avant la fin du chrono. Le chef et meilleur ouvrier de France (en 1979) Jacques Maximin déguste le dressage qui le convainc le plus. Puis, la deuxième épreuve se déroule au Domaine de Madame Elisabeth, à Versailles, dans les Yvelines, avec les toques Alan Taudon et Simone Zanoni, spécialistes des pâtes mais aux univers opposés.

CANAL+

20.05 La Gaule d'Antoine



Présenté par Antoine de Caunes

Antoine de Caunes poursuit son immersion drolatique et décalée dans les régions de l'Hexagone en parcourant deux régions, les Pays de la Loire et le Centre Val-de-Loire. Il débute son voyage sur les bords de la Loire en compagnie de passionnés qui nagent en compagnie des silures, ces poissons d'eau douce qui mesurent jusqu'à deux mètres de longueur et peuvent atteindre un poids de 150kg. En Vendée, le globe-trotteur part à la rencontre de l'artiste Philippe Katerine.

09.50 Captain Marvel
11.50 Avengers : Endgame
14.45 X-Men : Dark Phoenix



16.37 Le plus
16.40 Boîte noire
16.55 L'info du vrai
18.56 La boîte à questions
19.00 Clique

PLANETE +

09.40 Dans les secrets des SAS
10.30 Des marques en péril
12.10 Merveilles de la nature
13.05 Supernature
14.00 Nos cinq sens
14.55 Archéogeeks
15.45 Oman, le trésor de Mudhmar
16.40 Singapour, ville sauvage
17.30 Missions Namibie
18.05 Arabie, le voyage inattendu
19.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
19.55 A.D.N. : l'humanité sur mesure
20.50 Biologie 2.0

TFX

08.15 TFX infos
08.20 Une nounou d'enfer
12.35 Gossip Girl
16.10 Friends
20.05 Camping Paradis



W9

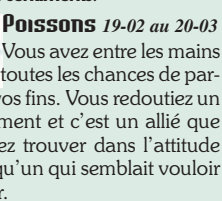
08.30 Le hit W9
09.55 L'hebdo de la musique
11.35 Météo
11.40 NCIS
15.40 Un dîner presque parfait



17.50 Les Marseillais aux Caraïbes
20.00 Météo
20.05 Enquêtes criminelles

15	1	6	1	14	7	11	4	10	17
1	6	7	12	4	5		3	6	
16	1	13	7	8		3	7	13	4
9		7	3		18	6	4	4	5
6	10	12	4	5		4	5		5
7		4	10	8	4	5		8	4
5	1		17	7		8	1	9	11
4	8	5		13	10	4		10	8
4	8	1		14	11		18	6	7
	4		18	1	7	12		11	4
4	11	8	7	8	4		13	4	2
18	12		13	4		2	10		2
9	6	11	1		3	10	7	6	4
2	4		6	10	4		12	7	5
4		12	4	3	10	8	4	5	

			7		3		1	9
						4		8
		5		9			6	
	5		3			6		
	4			6			7	
		6			2		8	
	1			5		2		
5		7						
3	8		1		4			



Une vidéo djihadiste montre un prêtre italien enlevé au Niger

Un prêtre italien, Pier Luigi Maccalli, enlevé dans le sud-ouest du Niger, est apparu pour la première fois dans une vidéo, selon un journal privé nigérien, seule preuve de vie depuis son rapt en septembre 2018. Le journal nigérien Air Info, qui n'a pas diffusé la vidéo, a publié un article illustré par une capture d'image de cette vidéo où on voit le prêtre de 59 ans en vêtements gris, une longue barbe blanche et les yeux cachés par des lunettes sombres. A ses côtés se trouvait un second otage italien, qui s'est exprimé sur la courte vidéo de 23 secondes en se présentant sous le nom de Nicola Ciacco, selon le journal qui n'a pas précisé le lieu et la date de son rapt. «Je peux vous confirmer que la vidéo est bien authentique. Elle a été tournée le 24 mars et ils le disent eux-mêmes dans la vidéo», a assuré à l'AFP Ibrahim Manzo, le directeur d'Air Info, indiquant n'avoir pas encore diffusé la vidéo. «Nous n'avons (à ce jour) aucune preuve de vie du père Pier Luigi», a déclaré à l'AFP Thomas Codjovi, chargé de la communication de la mission catholique au Niger dont relève le prêtre enlevé.

Terrorisme: des suprémacistes blancs sur la liste noire américaine

Washington a inscrit lundi pour la première fois un groupe suprémaciste blanc sur sa liste noire pour terrorisme international afin de montrer sa détermination face à cette «menace» particulièrement vive aux Etats-Unis, malgré l'ambiguïté souvent reprochée à Donald Trump. La mesure vise un groupe nommé Mouvement impérial russe et trois de ses chefs, Stanislav Vorobiev, Denis Gariev et Nikolai Trouchtchoulov. «C'est la première fois que les Etats-Unis mettent sur cette liste noire des terroristes suprémacistes blancs, ce qui démontre à quel point ce gouvernement prend cette menace au sérieux», a déclaré le coordinateur de la lutte antiterroriste au département d'Etat américain, Nathan Sales. Si un ancien site internet de ce groupuscule a été interdit en Russie pour extrémisme, le mouvement lui-même n'est pas considéré comme «terroriste» par Moscou. Washington l'accuse toutefois de «fournir un entraînement paramilitaire à des néonazis et à des suprémacistes blancs» dans deux centres à Saint-Petersbourg, et d'avoir ainsi formé des Suédois qui ont ensuite perpétré des attentats dans leur pays fin 2016-début 2017.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le pétrole en hausse, investisseurs optimistes sur un accord



Les prix du pétrole étaient en hausse mardi, les investisseurs étant optimistes sur un accord de réduction de la production mondiale d'or noir entre les principaux pays producteurs lors d'une réunion exceptionnelle prévue jeudi. Mardi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 33,78 dollars à Londres, en hausse de 2,21% par rapport à la clôture de lundi.

A New York, le baril américain de WTI pour mai gagnait 3,57%, à 27,01 dollars. «Les prix du pétrole sont de nouveau en hausse mardi, aidés

par l'optimisme qui plane autour d'une réunion Opec+» jeudi, a estimé Craig Erlam, analyste.

Cette réunion exceptionnelle par visioconférence des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opec) et de leurs alliés via l'accord Opec+, qui doit leur permettre de statuer sur une réduction massive de la production pour sortir le marché de l'or noir du marasme, pourrait même être le théâtre d'une entente encore plus large. «Les principaux producteurs de pétrole, dont l'Arabie saoudite et la Russie, sont disposés

à accepter de réduire leur production jeudi, mais seulement si les Etats-Unis se joignent à l'effort» a rapporté Al Stanton, de RBC. Les volumes évoqués «varient entre 6 et 15 millions de barils par jour», a noté Tamas Varga, analyste, cependant «le nombre de 10 millions de barils par jour est celui qui ressort le plus». Les Etats-Unis poussent en faveur d'un accord pour faire repartir les prix du brut à la hausse, conserver leurs parts de marché et redonner de l'air à leur industrie de pétrole de schiste, en grande difficulté aux niveaux de prix actuels.

Optimisme intact sur les marchés qui guettent le pic de l'épidémie

S'accrochant toujours à la perspective d'une accalmie sur le front sanitaire, les marchés ont conservé leur optimisme mardi à l'ouverture, voulant croire que le pic de l'épidémie de coronavirus est en passe d'être franchi en Europe. Emboîtant le pas aux marchés asiatiques, qui ont fini sur des progressions autour de 2%, les indices européens ont confirmé mardi leur entrain de la veille, galvanisés notamment par le bond de plus de 7% de Wall Street lundi.

Vers 10H30 (08H30 GMT), Paris montait de 3,79%, Londres de 3,23% et Francfort progressait de 4,46%. De leur côté, Milan et Madrid prenaient respectivement 4,58% et 3,42%. «L'espoir grandit de voir les pays européens gagner la bataille contre le virus», relève Michael Hewson, un analyste de CMC Markets UK. Pourtant, si la baisse au cours du week-end du nombre quotidien de décès en Italie et en Espagne, les deux pays européens en première ligne, a permis aux marchés de reprendre espoir, la décreue paraissait loin d'être confirmée mardi.



Méditerranée: 150 migrants en quête d'un port d'accueil



Le bateau humanitaire Alan Kurdi était mardi en quête d'un port sûr pour débarquer 150 migrants secourus la veille au large de la Libye, a annoncé l'ONG Sea Eye, en pleine pandémie de nouveau coronavirus. L'ONG allemande, seule à avoir repris les opérations de sauvetage en mer malgré la pandémie, a affirmé que les autorités italiennes et maltaises avaient signifié dans une note verbale au ministère allemand des Affaires étrangères qu'elles ne donneraient aucun feu vert au débarquement de migrants dans leurs ports en raison de la situation sanitaire. L'embarcation de l'ONG a porté secours lundi à 68 personnes qui tentaient de rejoindre l'Europe sur un bateau en bois, a-t-elle précisé dans un communiqué. Quelques heures plus tard, elle est de nouveau intervenue pour sauver cette fois-ci 82 personnes, dont des enfants et une femme enceinte. Durant la première opération, l'ONG affirme avoir essuyé des coups de feu en l'air tirés depuis un bateau battant pavillon libyen. Lors de la seconde opération, un bateau ravitailleur italien a refusé de prendre en charge les naufragés assurant devoir rester opérationnel en cas d'intervention pour une plateforme de forage, poursuit l'organisation allemande.

Les pays du Golfe appelés à libérer militants et travailleurs migrants

Des groupes de défense des droits humains ont appelé les six monarchies arabes du Golfe à libérer militants et opposants et à abréger la détention de travailleurs migrants en situation irrégulière afin de limiter la propagation du Covid-19. Des centaines de défenseurs des droits humains, de militants et d'opposants sont emprisonnés depuis des années dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG - Arabie saoudite, Bahreïn, Emirats arabes unis, Oman, Qatar, Koweït). Ces riches monarchies détiennent aussi des milliers de travailleurs migrants en situation irrégulière. «Alors que la pandémie de coronavirus fait rage, les Etats du Golfe devraient prendre rapidement des mesures pour protéger la santé et les droits des détenus et du personnel des centres de détention pour immigrés, en procédant à des libérations et en trouvant des alternatives à la détention», a souligné Human Rights Watch (HRW) dans un communiqué publié mardi.

«De nombreux travailleurs migrants », attendent leur expulsion dans des centres «surpeuplés et insalubres», a déclaré le directeur adjoint pour le Moyen-Orient de HRW, Michael Page.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

L'HOMME, CET ARBRISSEAU

fait trop peu cas des spectaculaires hurlements de la planète avec la présentation de présages où tout était mis, des tsunamis aux cyclones en passant par des guerres planétaires et des tremblements de terre, laissant les humains s'assimiler à des arbrisseaux allégrement soumis à tous les piétinements. C'est qu'une fois que l'homme a réussi à mettre un pied sur la Lune, dans son ivresse il s'est pris pour un dieu. Les oublieux et les adeptes du réfractaire ne quitteront pas de sitôt leurs trônes aléatoires. Ils garderont, quelle qu'en soit la semée des catastrophes, les fesses rivées sur la destinée d'un monde faussement

incantatoire. Alors que fera-t-on demain quand le virus aura décidé de quitter les lieux ? Parce que l'espèce humaine est oublieuse, on se remettra à gonfler les biceps et on renouera avec le gargarisme d'une prétendue force pour tourner le dos encore une fois à l'implacabilité de la nature. Malgré la succession des mises en garde emportant des vies par millions, toujours des êtres-outils utilisés et forcés de servir comme paravents. Il n'est pas dit que les pauvres et les humbles qui paient un lourd tribut au corona aujourd'hui ne seront pas demain encore saignés à mort. Il est certain que la pandémie économique qui s'annonce déjà avec trompettes et tambours n'anéantira pas le peu de raisons de subsister pour les fragiles arbrisseaux humains qui restent.

On a beau vouloir se soustraire au fatalisme, il se dissipe et s'évapore un moment par la force du raisonnement et de la réflexion, mais il revient toujours insistant avec une bravade désarmante.

Que de calculs et de prétentions sont rayés et que de programmes et d'intentions sont effacés chez les savants comme dans les esprits communs pour démontrer dans les carrefours des vies que nul ne maîtrise sa destinée ni celle des autres.

Tout le monde s'accorde à affirmer que la marche de l'humanité a changé de voie, mais nul ne sait de quoi demain sera fait. La seule certitude de chacun est que la mort soit un legs et un héritage que personne ne peut contourner.

Avant l'arrivée du maudit corona, on a